GPdeC

TRIP TO PARIS + C. AFRICA
-KINSHASA (ZAIRE)

21 APR 1982 - 1 MAR 1988

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

Clear

DEC 11 2012

UN ARCHIVES
SERIES S-1022
BOX 34
FILE 16
ACC. 92/154

CONTACT NUMBERS
(Africa)

PARIS (5 - 8 Feb. and 19 - 21 Feb.)

Hotel Crillon	Tel:	(33 1) 42.65.24.24
UNIC	Tel:	(33 1) 45-68-10-00 (Switchboard)
Mr. Marcel Martin		(33 1) 45-68-16-64 (Direct line)
Director		(33 1) 45-25-21-70/42-97-49-73 (hom
Ms. Michèle Stemer-Sursock	Tel:	(33 1) 45.68.16.69 (Direct line)
Deputy Director		(33 1) 45.48.78.84/45.44.62.91 (hom

ACCRA, Ghana* (8 - 10 Feb.)

Hotel:		
UNDP	Tel:	221416/221457/221550
Ms. A. Forrester		221319 (direct)
Res. Rep.		222244 (Home)
UNIC	Tel:	66-68-51/5
Mr. Alexander N. Titov	Tel:	66-55-11 (direct line)
Director		22-25-95 (home)

YAOUNDE, Cameroon (10-12 Feb.)

Hotel:		
UNDP	Tel:	(237) 225035/224199
Mr. Paolo Coppini		(237) 22-43-69 (direct)
Res. Rep. & UNIC Director		(237) 23-25-12 (home)

LIBREVILLE, Gabon (12-14 Feb.)

Hotel Sheraton:	Tel:	(241) 766161
UNDP:	Tel:	(241) 743497/762218
Ms. S. Drouilh		(241) 743499 (direct)
Res. Rep.		(241) 732061 (home)

NOTE: * after Country name indicates that calls must be made via the Operator - no direct dialling to these countries

BRAZZAVILLE, Congo* (14-16 Feb.)

Hotel:

UNDP
T. Askwith
Res. Rep.
Tel: 811857/810872

UNIC
Mr. Ismael Diallo
Director
Tel: 81-50-90

KINSHASA, Zaire* (16-18 Feb.)

UNDP & UNIC
Mr. A. Doss
Res. Rep.
Tel: 30400
30601/28651 (direct)

ANGOLA, Luanda (18 Feb.)

UNDP
Mr. J.-P. Gernay
Res. Rep.
Tel: (11 1) 371700 / 371736 / or 371712
(11 1) 370954 (home)

3 February 1988
MF/acb

ITINERARY FOR THE SECRETARY-GENERAL

Date	Itinerary	Time	Hrs from GMT	Airline & Flt. Number	Equipmt	Stops
Fri. 5 Feb.	LV: New York (JFK)	1300	-5	AF 002	SSC	0
	ARR: Paris (CDG)	2245	+1			
	(Hotel Crillon)					
Sat. 6 Feb.	Paris					
Sun. 7 Feb.	Paris					
				Aircraft of		
Mon. 8 Feb	LV: Paris*	1130	+1	Ivory Coast	G-4	
	ARR: Accra	1630	0			
Tue. 9 Feb.	Accra					
Wed. 10 Feb.	LV: Accra	0900	0	Cameroon		
	ARR: Yaoundé	1200	+1			
Thur.11 Feb.	Yaoundé					
Fri. 12 Feb.	LV: Yaoundé	1100	+1	Cameroon		
	ARR: Libreville	1200	+1			
Sat. 13 Feb.	Libreville					
Sun. 14 Feb.	LV: Libreville	1500	+1	Gabon		
	ARR: Brazzaville	1700	+1			
Mon. 15 Feb.	Brazzaville					
Tues. 16 Feb.	LV: Brazzaville	1000	+1	Ferry Boat		
	ARR: Kinshasa	1020	+1			
Wed. 17 Feb.	Kinshasa					
Thur.18 Feb.	LV: Kinshasa**	1000	+1	Zaire		
	ARR: Luanda	1100	+1			
Thur.18 Feb.	LV: Luanda	1500	+1	Angola		
	ARR: Paris*	2330	+1			
	(Hotel Crillon)					
Fri. 19 Feb.	Paris					
Sat. 20 Feb.	Paris					
Sun. 21 Feb.	LV: Paris (CDG)	1100	+1	AF 001	SSC	0
	ARR: New York (JFK)	0845	-5			

* Le Bourget Airport, Paris

** Secretary-General, Mrs. Pérez de Cuéllar, Messrs. Farah, Diallo, Giuliani, Ferry, Levtchenko and Ms. Letellier return to Paris via Luanda. Mr. Ripert and Mrs. Pomés return to Paris direct via UTA.

From 056 25-3

1D

Zaïre
Trip Zaïre

Trip file

Bagbeni Adeito Nzengeya
Ambassadeur - Représentant Permanent
du Zaïre auprès des Nations Unies

767 Third Avenue, 47th Street
25th Floor
New York, N. Y. 10017 Tel. 754-1966, 67, 68

Représentant Permanent du Zaïre
auprès des Nations Unies

New York, le 18 mars 1988

Monsieur le Secrétaire Général,

C'est avec un réel plaisir que je vous exprime mes sentiments de reconnaissance et de remerciements d'une part pour la visite officielle que vous venez d'effectuer pour la première fois dans mon pays et d'autre part pour les mots aimables que vous m'adressez dans votre lettre du 1er mars 1988.

Le souvenir précieux que vous avez joint à votre pli sera gardé soigneusement dans une place de choix de ma demeure.

Dans le but d'immortaliser votre visite dans mon pays, qui fut par ailleurs un grand succès, je vous prie d'accepter, Monsieur le Secrétaire Général, l'album de photos prises au cours de ladite visite ainsi qu'une cassette-vidéo VHS-SECAM qui illustre les étapes importantes de votre séjour au Zaïre.

W-56

Veuillez croire, Monsieur le Secrétaire Général, en l'assurance de mes sentiments de haute et respectueuse considération.

BAGBENI ADEITO NZENGEYA

Son Excellence
Monsieur Javier PEREZ de CUELLAR
Secrétaire Général
NATIONS UNIES, N.Y. 10017

767 Third Avenue
New York, N.Y. 10017

Boîte Postale 3614
Kinshasa/Gombe (Zaïre)

Boîte Postale 141
Kisangani (Zaïre)

PROGRAMME DE LA VISITE OFFICIELLE AU ZAIRE DE MONSIEUR JAVIER PEREZ de CUELLAR, SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DE MADAME PEREZ de CUELLAR

DU 16 AU 18 FEVRIER 1988

MARDI 16 FEVRIER 1988

10h20' :
- Arrivée par le Beach Ngobila de Monsieur le Secrétaire Général de l'O.N.U. et de Madame PEREZ de CUELLAR.
- Accueil par le Citoyen Membre du Comité Central et Premier Commissaire d'Etat et la Citoyenne MABI MULUMBA.
- Remise de bouquets de fleurs.
- Présentation au Citoyen Premier Commissaire d'Etat et la Citoyenne MABI MULUMBA des Membres de la suite du Secrétaire Général
- Présentation au Secrétaire Général des Membres du Comité d'Accueil.
- Honneurs militaires : revue du Détachement des Troupes par le Secrétaire Général de l'O.N.U. et le Citoyen Premier Commissaire d'Etat avec un court arrêt devant l'étandard suivis de Madame PEREZ de CUELLAR et de la Citoyenne MABI MULUMBA
- Départ - sous escorte - pour l'Hôtel Intercontinental
- Arrivée à l'Hôtel Intercontinental
- Bref entretien entre le Secrétaire Général et le Premier Commissaire d'Etat
- Installation.

13h00 :
- ~~Déjeuner~~ Déjeuner privé offert par la Citoyenne Commissaire d'Etat aux Affaires Etrangères et à la Coopération Internationale

15h30' :
- Visite au Musée National - Zone de Ngaliema
- ~~Visite de l'Atelier de Maître~~ Liyolo ~~- Zone de Mont Ngafula.~~

17h30' :
- Séance de travail avec le Citoyen Premier Commissaire d'Etat à l'Hôtel du Conseil. Y participeront du côté zairois :

/...

- Citoyen Membre du Comité Central et Vice-Premier Commissaire d'Etat
- Citoyenne Membre du Comité Central et Commissaire d'Etat aux Affaires Etrangères et à la Coopération Internationale
- Citoyen Commissaire d'Etat aux Droits et Libertés du Citoyen
- Citoyen Commissaire d'Etat Délégué au Plan
- Citoyen Commissaire d'Etat Délégué aux Finances
- Citoyen Commissaire d'Etat Délégué au Budget
- Citoyen Commissaire d'Etat à la Fonction Publique
- Citoyen Chef de Cabinet du Premier Commissaire d'Etat
- Citoyen Ambassadeur du Zaire, Représentant Permanent auprès de l'O.N.U.
- Citoyen Directeur des Organisations Internationales - Département des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
- Citoyen Conseiller Diplomatique du Premier Commissaire d'Etat

20h30' : - Dîner de gala offert le Citoyen Membre du Comité Central et Premier Commissaire d'Etat et la Citoyenne MABI MULUMBA à l'Hôtel Intercontinental avec la participation de l'Orchestre "The Best" et un groupe folklorique.

MERCREDI 17 FEVRIER 1988

07h00 : - Petit déjeuner libre

07h30' : - Départ de l'Hôtel pour l'aéroport

07h55' : - Arrivée à l'aéroport
- Embarquement

08h00 : - Décollage pour Gbadolite

09h30' : - Arrivée à Gbadolite
- Accueil par les Autorités Locales
- Départ pour la Chapelle Chrypte Marie La Miséricorde
- Dépôt des couronnes des fleurs par Monsieur le Secrétaire Général et Madame PEREZ de CUELLAR sur les tombes de :
  - la regrettée Mamba Mobutu Sese Seko
  - Défunt Gbemani Nyiwa Gbongo

(Suite du programme : voir programme local)

16h30' : - Retour à Kinshasa
- Départ de l'aéroport pour la Cité Historique du Parti à NSELE

/...

16h50' : - Arrivée à NSELE
- Accueil par les Responsables de D.A.I.P.N.
- Brève séance d'animation
- Visite de la Cité du Parti en véhicule
- Rafraichissement

17h45' : - Départ de la Nsele pour l'Hôtel Intercontinental

SOIREE : Reservée au PNUD.

JEUDI 18 FEVRIER 1988

08h00 : - Conférence de Presse de Monsieur le Secrétaire Général avec la collaboration de l'Association des Journalistes Diplomatiques

09h15' : - Arrivée du Citoyen Membre du Comité Central et Premier Commissaire d'Etat et la Citoyenne MABI MULUMBA à l'Hôtel Intercontinental
- Photo souvenir à la sortie de l'Hôtel
- Départ de l'Hôtel pour l'aéroport
- Cérémonie de départ
- Embarquement

10h00 : - Décollage de l'avion du Secrétaire Général pour l'Angola

FIN DE LA VISITE

PROGRAMME SPECIAL DE MADAME PEREZ de CUELLAR

MARDI 16 FEVRIER 1988

17h30' : Visite à la Citoyenne Membre du Comité Central et Commissaire d'Etat à Condition Féminine et Famille.

FICHE PROTOCOLAIRE

1) Le Comité d'accueil au Beach Ngobila présidé par le Citoyen Membre du Comité Central et Premier Commissaire d'Etat et la Citoyenne MABI MULUMBA, est composé de :

   - Commissaire d'Etat aux Affaires Etrangères et à la Coopération Internationale
   - Premier Président de la Cour Suprême de Justice
   - Commissaire d'Etat aux Droits et Libertés du Citoyen
   - Commissaire d'Etat-Délégué au Plan
   - Commissaire d'Etat-Délégué au Budget
   - Commissaire d'Etat à la Fonction Publique
   - Citoyen Ambassadeur - Représentant Permanent du Zaire à l'O.N.U.
   - Vice-Gouverneur de la Ville de Kinshasa
   - Commandant en Second de la Ville
   - Commissaire de Zone
   - Président Délégué Général de l'ONATRA
   - Représentant Résident du P.N.U.D.
   - Représentants des Organisations Internationales relevant du Système de l'O.N.U.

2) A Gbadolité, le Secrétaire Général de l'O.N.U. sera accompagné de la Citoyenne Membre du Comité Central et Commissaire d'Etat aux Affaires Etrangères et à la Coopération Internationale. Feront partie de la suite du Commissaire d'Etat aux Affaires Etrangères et à la Coopération Internationale:

   - Le Citoyen Directeur des Organisations Internationales et le
   - Citoyen Ambassadeur - Représentant Permanent de la République du Zaire auprès de l'O.N.U. à New York.

Trip file

Zaire

COMPTE RENDU DE LA SEANCE DE TRAVAIL AVEC LE
PREMIER COMMISSAIRE D'ETAT ET LE COMMISSAIRE D'ETAT
AUX AFFAIRES ETRANGERES ET A LA COOPERATION INTERNATIONALE
DE LA REPUBLIQUE DU ZAIRE
TENUE LE 16 FEVRIER 1988 A 17 H 45
A L'HOTEL DU CONSEIL, KINSHASA (ZAIRE)

Présents:

Le Secrétaire général	Citoyen Mabi Mulumba, Premier Commissaire d'Etat
M. J. Ripert	Citoyenne Ekila Liyonda, Commissaire d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération internationale
M. A. Farah	Citoyen Nimy Mayidika Ngimbi, Commissaire d'Etat aux droits et libertés du citoyen
M. I. Diallo	Citoyen Lukodji Mulumba, Commissaire d'Etat délégue au Plan
M. F. Giuliani	Citoyen Kinzonzi Muutukidi, Commissaire d'Etat délégué aux finances
M. A. Doss (UNDP)	Citoyen Kamitatu Massamba, Commissaire d'Etat au budget
Mme. F. Pomés	Citoyen Moando Nshinga, Commissaire d'Etat à la fonction publique
	Dr. Ngandu Kabeya, Commissaire d'Etat à la santé publique
	Citoyen Makoko Moyengo, Chef de cabinet du Premier Commissaire d'Etat
	Citoyen Adeito N. Bagbeni, Représentant permanent du Zaire auprès de l'ONU
	Citoyen Kalenga wa Belabela, Directeur des organisations internationales

Le Premier Commissaire souhaite à nouveau la bienvenue au Secrétaire général. Le fait que le Président Mobutu Sese Seko ait tenu à le recevoir malgré le deuil qui le frappe, démontre l'intérêt que le Zaïre porte à la visite du Secrétaire général.

Le Premier Commissaire est heureux de pouvoir procéder à un large tour d'horizon des problèmes qui préoccupent gravement le Zaïre. Pour ce faire, il donnera la parole à la Citoyenne Ekila Liyonda qui traitera des questions de politique extérieure et de la place du Zaïre au sein de l'ONU; au Citoyen Lukodji Mulumba, délégué au plan, qui traitera des questions économiques et de la coopération du Zaïre avec le système de l'ONU; au Citoyen Kinzonzi Muutukidi, délégué aux finances, qui traitera du problème de la dette; et, si le temps le permet, aux Commissaires d'Etat chargés de la fonction publique et de la santé, pour aborder ces questions.

I. Questions de politique extérieure et place du Zaïre au sein de l'ONU

La Citoyenne Ekila Liyonda évoque tout d'abord la situation en Afrique australe. Elle souligne que le Zaïre a toujours condamné ce crime contre l'humanité que constitue l'apartheid et apprécie grandement les efforts que l'ONU déploie pour y mettre fin. S'agissant de l'Angola, elle tient à énoncer clairement la position de son pays. Ce n'est un secret pour personne que le Président Mobutu prône la réconciliation nationale car il est convaincu que la solution militaire est sans issue. De même pense-t-il que l'indépendance de la Namibie passe par une solution de la question angolaise et le retrait des forces sud-africaines de la partie méridionale de l'Angola. La Citoyenne Liyonda nie fermement "le soi-disant soutien du Zaïre à l'UNITA". Elle rappelle que le Président Mobutu a entamé une campagne de bon voisinage avec les pays qui entourent le Zaïre et a récemment signé un accord de défense et de sécurité avec l'Angola. A cette occasion, les deux pays ont passé en revue tous les problèmes liés à la sécurité de l'Angola. Une délégation zaïroise a même été dépêchée à Lusaka auprès du Président en exercice de l'OUA pour lui demander d'envoyer des observateurs à Kamina où un soi-disant transit d'armes vers l'Angola aurait lieu. Jusqu'à présent, l'Angola n'a pas réagi aux ouvertures du Président Mobutu mais ce dernier n'en continue pas moins ses efforts pour parvenir à une entente avec son voisin et réhabiliter le chemin de fer de Benguela. Toutes les accusations portées contre le Zaïre sont donc fausses, affirme la Citoyenne Liyonda. Se référant aux menaces qui pèsent sur le Zaïre du fait de la présence cubaine en Angola, elle ajoute que les Cubains ont toujours considéré son pays comme une cible. C'est pourquoi elle est heureuse que la visite du Secrétaire général à Kinshasa lui ait donné l'occasion de clarifier la situation et de l'informer des initiatives que le Président Mobutu a prises pour rétablir l'entente de son pays avec l'Angola.

Elle évoque alors la présence du Zaïre à l'ONU. Trente-trois fonctionnaires zaïrois travaillent à l'ONU mais n'occupent malheureusement pas de position élevée. La Citoyenne Liyonda a eu l'occasion de soulever cette question avec le Secrétaire général quand ce dernier lui a accordé une audience lors de la 42ème session de l'Assemblée générale. Elle lui avait alors parlé de la candidature du Citoyen Mulumba, Commissaire d'Etat délégué au plan, au poste de Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique. Ce poste est actuellement occupé mais le Zaïre espère que le Secrétaire général continue d'accorder son attention à cette candidature.

Enfin la Citoyenne Liyonda espère que le Centre d'information à Kinshasa sera bientôt fonctionnel et rayonnera dans toute la région.

Le Secrétaire général remercie le Premier Commissaire d'Etat de son accueil chaleureux. Il est très sensible au fait que le Président Mobutu ait accepté de le recevoir malgré son deuil.

En réponse aux questions soulevées par la Citoyenne Liyonda, le Secrétaire général note que la persistance du régime odieux de l'apartheid, violation permanente des droits de l'homme, continue de le préoccuper gravement. Il est normal qu'en dehors du continent des millions d'Africains et d'Africaines s'inquiétent du sort de leurs frères et soeurs en Afrique du Sud. L'ONU accorde à ce problème une grande priorité et encourage beaucoup la communauté africaine vivant en Amérique du Nord et en Amérique du Sud à faire pression sur leurs gouvernements pour qu'à leur tour ils fassent pression sur le régime de Pretoria.

En ce qui concerne l'Angola, le Secrétaire général salue les mesures prises par le Président de la République et se félicite de l'accord récemment signé entre le Zaire et l'Angola. L'ONU respecte les affaires internes de ses Etats Membres mais elle suit de près les efforts de réconciliation nationale en Angola. S'agissant de la présence cubaine en Angola, les Nations Unies font une nette distinction entre les forces sud-africaines en Angola qui sont des forces d'invasion et les forces cubaines qui sont présentes en Angola à la suite d'un accord bilatéral. Pour l'ONU, il est clair que le lien artificiellement créé entre la question namibienne et la présence cubaine en Angola est parfaitement inacceptable. Le Secrétaire général est également conscient du fait qu'une solution de la question namibienne aurait une répercussion positive sur le problème angolais et, partant, sur les relations du Zaïre avec ce pays. En attendant, le Secrétaire général poursuit ses efforts pour diminuer la dépendance logistique et économique des pays de la ligne de front de l'Afrique du Sud et obtenir entre autres la réouverture du chemin de fer de Benguéla et le dégagement du corridor de Beira. Quant aux négociations récemment ouvertes entre Washington et Luanda, le Secrétaire général en a été informé par les autorités américaines et se rendra prochainement à Luanda pour entendre le son de cloche angolais. Il s'entretiendra également bientôt avec M. Nujoma.

Le Secrétaire général s'étant référé à la situation au Tchad et se demandant si le Zaïre accueillait beaucoup de réfugiés de ce pays, la Citoyenne Liyonda répond que son pays a toujours estimé que le Tchad était victime de l'agression libyenne. Le Président Mobutu n'a donc pas hésité à se porter à l'aide du Tchad pour qu'il recouvre son indépendance et ses territoires occupés. La Citoyenne Liyonda spécifie que l'aide du Zaïre se fait au niveau de la formation militaire. Le Comité ad hoc de l'OUA cherche, comme on le sait, une solution à ce problème qui est à l'ordre du jour de la 43ème session de l'Assemblée générale. Elle espère donc que cette question sera bientôt résolue.

Le Secrétaire général ayant remercié la Citoyenne Liyonda de ces informations, il aborde alors la question de la représentation du Zaïre au sein de l'ONU. Il est au courant de la candidature du Commissaire D'Etat au Plan au poste de Secrétaire exécutif de la CEA. Le Citoyen Mulumba est certes parfaitement qualifié mais le poste en question est actuellement occupé par une haute personnalité africaine. Le Secrétaire général ne manquera toutefois pas de considérer d'autres options. La représentation zaïroise à l'ONU pourrait également être améliorée. Malheureusement, comme le Premier Commissaire d'Etat le sait, l'ONU connait actuellement un régime de gel du recrutement qui rend la situation extrêmement difficile. Le Secrétaire général n'en gardera pas moins le dossier zaïrois à l'esprit et dès que la situation se débloquera il ne manquera pas d'entrer en contact avec l'Ambassadeur Bagbeni pour voir quels seraient les postes qui intéresseraient son pays. Chacun sait que le Secrétaire général accorde une grande importance à la présence africaine, et de surcroît francophone, à l'intérieur du système de l'ONU.

Enfin, en ce qui concerne le Centre d'information, le Secrétaire général ayant demandé des éclaircissements à M. Giuliani, ce dernier répond que Madame Paquet-Sévigny va effectuer une visite au Zaïre à la fin de ce mois. Elle ne manquera donc pas d'évoquer ce problème avec la Citoyenne Liyonda. D'ores et déjà, M. Giuliani peut assurer cette dernière que Madame Paquet-Sévigny attache une grande importance au rôle crucial que jouent les centres d'information en Afrique.

II. Questions économiques et coopération du Zaïre avec le système de l'ONU

Le Premier Commissaire donne alors la parole au Commissaire délégué au Plan qui récapitule les nombreuses et diverses activités des agences de l'ONU au Zaïre : UNICEF et OMS en vue d'améliorer la santé des enfants, FAO et PNUD pour accroître la production alimentaire et faire avancer les recherches en agronomie. Dans l'ensemble, le système de l'ONU a essayé de s'adapter aux priorités du pays. Le Gouvernement zaïrois accorde une grande importance à la présence de l'ONU sur son sol, car il voit en elle un leader auprès des bailleurs de fonds, qu'il s'agisse de l'aide extérieure destinée à améliorer l'industrie, la gestion ou l'utilisation des ressources naturelles. Le Zaïre souhaite donc voir ses liens se renforcer avec le PNUD et les organisations non gouvernementales.

M. Doss intervient pour noter que le PNUD a l'intention d'accorder une aide supplémentaire pour le renforcement des ONGs et une meilleure utilisation de l'expertise locale. Le Premier Commissaire d'Etat est lui-même consultant au PNUD. Il connait donc bien les priorités du PNUD qui s'attache beaucoup à souligner la dimension sociale de l'ajustement structurel dans lequel les pays africains sont actuellement engagés. M. Doss note que le PNUD par exemple s'apprête à convoquer une importante conférence sur le SIDA.

Le Premier Commissaire d'Etat reprend la parole pour évoquer la situation financière du Zaïre. Le pays met en oeuvre depuis 5 ans un plan de libéralisation dont les résultats sont inégaux. Le Comité central a évalué sa coopération avec les institutions financières et en particulier avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Ces programmes ont abouti à une stagnation économique, au lieu de la relance qui était attendue, et le Zaïre est devenu un exportateur de capitaux. En 1986, il dépensait 500 millions de dollars au titre du remboursement de sa dette, alors que ses recettes d'exportation s'élevaient à 2 millions de dollars seulement. Plus de la moitié de son budget est au service de la dette. Le Zaïre a donc décidé de rouvrir les négociations avec la Banque et le Fonds, et de chercher à rééchelonner sa dette avec les Clubs de Paris et de Londres. Le problème fondamental est qu'on ne peut résoudre les problèmes structurels avec des moyens conjoncturels. La dette, malgré le rééchelonnement, pèse encore lourd sur le budget du Zaïre qui n'a pas encore évalué le coût social d'un tel ajustement.

Le Premier Commissaire souligne la nécessité de prendre en compte les spécificités de chaque pays. Il s'est dernièrement entretenu avec le Ministre des finances de l'Egypte de ses négociations avec la Banque. Il s'est avéré que la thérapeutique proposée à l'Egypte par la Banque était similaire à celle avancée pour le Zaïre !!! C'est là une situation aberrante.

III. Problème de la dette

Le Commissaire d'Etat délégué aux finances indique que la position du Zaïre vis-à-vis de la dette a été clairement exposée à la 3ème conférence extraordinaire de l'OUA, puis au 14ème Sommet franco-africain qui a eu lieu en décembre dernier à Antibes. La visite du Secrétaire général coïncide d'ailleurs avec l'arrivée à Kinshasa de missions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. La position zaïroise a été reprise dans le communiqué final que l'OUA a publié, suite à la réunion d'Addis-Abeba. Comme on le sait, ce communiqué propose d'atténuer les effets néfastes de la dette sur le développement des pays africains (meilleurs prix pour les produits de base, dons bilatéraux, réduction des taux d'intérêt, allongement des délais de grâce pour le remboursement des prêts, conversion des prêts en dons, etc...). A Antibes, le Président Mobutu a réaffirmé sa détermination à respecter les engagements du Zaïre. Il n'en reste pas moins que les pays africains ne se sentent pas assez organisés pour tenir tête aux différentes institutions financières dans leurs négociations. C'est pourquoi, ils souhaiteraient qu'une conférence sur la dette africaine ait lieu. Ceci dit, le Zaïre a constaté à Antibes une plus grande prise de conscience des pays créanciers et maintenant il se félicite de l'attitude plus positive de la Banque.

Le Secrétaire général remercie le Commissaire de cet exposé détaillé. L'ONU suit avec grand intérêt la situation économique et financière des pays africains. Une des raisons de ce voyage entrepris en Afrique de l'Ouest est justement d'entendre ce qu'ont les dirigeants africains à dire à ce sujet. Le Secrétaire général a été frappé durant cette visite par la sagesse et le courage politique de ces dirigeants.

Pour M. Ripert, l'exposé du Commissaire recoupe parfaitement les analyses de l'ONU qui déplorent également que les problèmes structurels soient traités avec des moyens conjoncturels. On ne peut en effet pas traiter de problèmes à long terme avec des moyens à court terme. Le Directeur du Fonds monétaire international l'admettait lui-même. Cela fait d'ailleurs longtemps que les experts de l'ONU réclament des facilités à moyen terme. S'agissant de la dette, le Directeur général informe ses interlocuteurs que le Groupe d'experts sur les flux financiers pour l'Afrique vient de remettre son rapport au Secrétaire général. Dès son retour à New York, ce dernier le fera circuler parmi les Etats Membres. D'autre part, l'idée de tenir une conférence sur la dette africaine ne semble pas progresser. Peut-être est-il difficile de dissocier la dette africaine de la dette latino-américaine, par exemple. L'Assemblée générale, lors de sa 42ème session, a d'ailleurs adopté une résolution demandant au Secrétaire général d'évoquer le problème de la dette au sein de l'ACC et de présenter un rapport sur la situation de la dette internationale, en consultation avec les organes compétents et personnalités éminentes. L'Assemblée générale a donc l'intention d'étudier la question globalement et non par région. Le Secrétariat de l'ONU pourra cependant évoquer la dette africaine dans le contexte du rapport à mi-parcours sur le Programme de redressement économique de l'Afrique qu'il prépare en ce moment avec la CEA pour le soumettre à la 43ème session de l'Assemblée générale.

Une autre façon pour l'ONU de coopérer avec les pays africains est de les aider à évaluer correctement le coût social de l'ajustement. M. Ripert indique que l'UNICEF, le BIT, le PNUD et le PAM ont tenu récemment à New York une conférence à ce sujet. La CEA a, d'autre part, pris l'initiative d'organiser en septembre prochain à Khartoum une conférence des ministres africains des affaires sociales. M. Ripert espère vivement que le Zaïre y participera.

IV. Autres questions

Le Commissaire d'Etat délégué à la Fonction publique se félicite de l'appui donné par le PNUD pour la réhabilitation de la fonction publique du Zaïre. L'assistance du PNUD dans le domaine de l'assainissement et de la formation de l'administration (le Zaïre aimerait créer une sorte d'ENA avec l'appui du PNUD) est précieuse. Le Commissaire en sait gré à M. Doss et souhaite qu'il continue de l'assister pour le décongestionnement de la fonction publique et le reclassement des agents à la retraite. Il se félicite du mécanisme de concertation avec le PNUD qui a été mis en place.

M. Doss ajoute qu'en effet un groupe de travail a été créé au niveau technique et le PNUD a reconnu depuis longtemps l'importance de la rémunération de la fonction publique.

Le Commissaire d'Etat délégué à la Santé évoque la collaboration du Zaïre avec l'OMS (envoi de médecins au Zaïre, bourses d'études pour la formation de médecins zaïrois, éradication de la variole, politique de la santé pour tous avant l'an 2000, lutte contre le SIDA) et avec l'UNICEF (promotion des soins à la mère et à l'enfant, équipement sanitaire en milieu urbain et rural, meilleure distribution des médicaments, etc ...).

Le Commissaire fait également référence à l'oeuvre du HCR (dans le Shaba la population des réfugiés s'élève actuellement à 30.000 personnes mais la situation est sous contrôle grâce à l'appui du HCR) à l'action du PNUD en matière de formation du personnel sanitaire et de lutte contre la cécité des rivières et contre le SIDA. Il rend hommage au PNUD qui a joué le rôle de leader dans une réunion récente de bailleurs de fonds auxquels le Zaïre avait demandé leur aide pour lutter contre le SIDA.

Le Secrétaire général remercie le Commissaire de ces informations. Il est fier du rôle joué par le système de l'ONU.

En ce qui concerne la lutte contre le SIDA, M. Ripert ajoute que l'ONU s'est mobilisée à la demande de l'OMS. Elle a été saisie du problème pour lui donner toute son importance politique. Une résolution adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale a demandé à l'ensemble du système de l'ONU de se mobiliser contre "ce dangereux ennemi social". M. Mahler a été chargé de coordonner ces efforts et le PNUD a mis à la disposition de l'OMS tout son réseau sur le terrain.

Le Commissaire d'Etat délégué au Budget prend brièvement la parole pour indiquer que son Gouvernement a l'intention de verser aux Nations Unies en avril la somme de $870.000 et de verser les arriérés de sa contribution, soit la somme de $41.000 avant le 30 juin 1988. La situation financière du Zaïre ne lui permet malheureusement pas de verser des contributions volontaires mais il espère être en mesure de le faire un jour.

Le Secrétaire général remercie le Commissaire de cette information dont il lui est particulièrement reconnaissant.

En conclusion, le Premier Commissaire d'Etat réitère que l'apport du système de l'ONU est fort apprécié par son pays. Il souhaite seulement que cette coopération s'améliore encore davantage et a pris bonne note des engagements du Secrétaire général en ce qui concerne la présence zaïroise au sein de l'ONU.

"Monsieur le Secrétaire général, vous nous avez écoutés, vous avez prouvé votre grande compréhension de nos problèmes, et pour cela je vous remercie, au nom du peuple zaïrois" conclut le Premier Commissaire en levant la séance à 19 h 30.

Florence Pomés

FP.pb File: TRIP AFRICA 88 CC: SG
xRef:
b/f : VD/AS/GP/ID/PK/BA

Trip file - Kinshasa

Le 1er mars 1988

Monsieur l'Ambassadeur,

De retour à New York, je tiens à vous remercier sincèrement de tout ce que vous avez fait pour préparer ma visite officielle au Zaire. J'ai beaucoup apprécié les dispositions qui ont été prises pour le bon déroulement de ce séjour dont j'ai gardé un excellent souvenir.

Je joins pour votre information les copies des télégrammes que j'ai envoyés à Leurs Excellence le Maréchal Mobutu Sese Seko, Président de la République et le Citoyen Mabi Mulumba, Premier Commissaire d'Etat de la République du Zaire.

J'ai été particulièrement sensible à l'accueil chaleureux qui nous a été réservé et aux prévenances dont vous nous avez personnellement entourés. En témoignage de mon amicale reconnaissance, je vous prie de bien vouloir accepter, Monsieur l'Ambassadeur, le souvenir que je vous envoie sous ce pli.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

Javier Pérez de Cuéllar

Son Excellence
Monsieur Baqbeni Adeito Nzengeya
Représentant permanent
de la République du Zaïre
auprès de l'Organisation
des Nations Unies
New York

01/03/88

SON EXCELLENCE
LE MARECHAL MOBUTU SESE SEKO
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU ZAIRE
KINSHASA
ZAIRE

MONSIEUR LE PRESIDENT,

DE RETOUR AU SIEGE DE L'ONU, JE TIENS A VOUS REITERER MES REMERCIEMENTS LES PLUS SINCERES POUR LE CHALEUREUX ACCUEIL QUI NOUS A ETE RESERVE, A MA FEMME ET A MOI-MEME, AINSI QU'AUX MEMBRES DE MA DELEGATION, DURANT MA VISITE OFFICIELLE AU ZAIRE. J'AI ETE PARTICULIEREMENT SENSIBLE AU FAIT QUE VOUS AYEZ BIEN VOULU ME RECEVOIR A GBADOLITE, MALGRE VOTRE DEUIL.

LES ENTRETIENS QUE J'AI PU AVOIR AVEC VOUS AINSI QUE LA LONGUE ET FRUCTUEUSE SEANCE DE TRAVAIL QUE LE PREMIER COMMISSAIRE D'ETAT AVAIT ORGANISEE A KINSHASA, M'ONT PERMIS DE MIEUX SAISIR L'ETENDUE DU DEFI ECONOMIQUE AUQUEL VOTRE PAYS FAIT FACE ET D'AVOIR UNE IDEE PLUS CLAIRE DU TYPE D'ASSISTANCE QUE LE SYSTEME DE L'ONU PEUT ET DOIT CONTINUER DE LUI FOURNIR. JE SUIS D'AUTRE PART HEUREUX D'AVOIR PU ECHANGER AVEC VOUS, MONSIEUR LE PRESIDENT, DES VUES SUR LES PRINCIPAUX PROBLEMES QUI PREOCCUPENT L'AFRIQUE ET, PLUS SPECIALEMENT LE ZAIRE. A CET EGARD, JE VOUS SUIS RECONNAISSANT D'AVOIR BIEN VOULU ME RENOUVELER LE SOUTIEN DE VOTRE PAYS AUX ACTIVITES DE L'ONU.
EN VOUS REITERANT MES VIFS REMERCIEMENTS POUR VOTRE GENEREUSE HOSPITALITE, JE VOUS PRIE D'AGREER, MONSIEUR LE PRESIDENT LES ASSURANCES DE MA PLUS HAUTE CONSIDERATION.

JAVIER PEREZ DE CUELLAR
SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

REPUBLIQUE DU ZAIRE
MOUVEMENT POPULAIRE DE LA REVOLUTION
CONSEIL EXECUTIF

INVITATION

A L'OCCASION DE LA VISITE OFFICIELLE DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DE L'O.N
ET MADAME JAVIER PEREZ de CEULLAR AU ZAIRE DU 16 AU 18 FEVRIER 1988

1) Citoyen : Abacos sombre manches longues, écharpe et pochette
2) Citoyenne : Tenue nationale

Invité étranger : Tenue de Ville

2) Les invités sont priés d'occuper leur place 30 minutes avant

3) Cette carte est exigible à l'entrée.

4) Table N° .....

Le Membre du Comité Central et Premier Commissaire d'Etat et la Citoyenne Mabi Mulumba, ont l'honneur d'inviter:

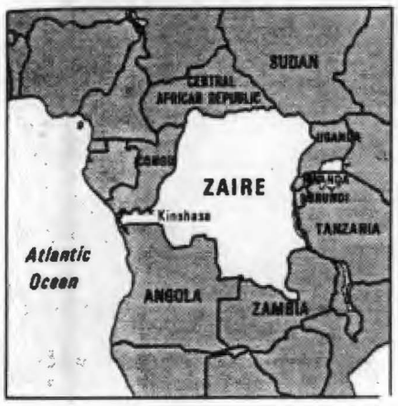
Madame FRANÇOISE LETELLIER

à prendre part Au dîner qu'Ils offrent Ce Mardi 16 février 1988 à 20h00 à l'Hôtel Intercontinental (Salon Zaire).

Zaire

November 1985

OFFICIAL NAME: Republic of Zaire



PROFILE

People

Nationality: *Noun and adjective*—Zairian(s). **Population** (1983 est.): 30.7 million (urban 30%, under age 15, 45%). **Annual growth rate:** 3%. **Density:** 13.1 sq. km. (33.9 sq. mi.). **Ethnic groups:** Bantu tribes 80%, as many as 250 African tribal groups in all. **Religions:** Roman Catholic 50%, Protestant 20%, Muslim 10%, Kimbanguist 10%, other syncretic sects and traditional religions 10%. **Languages** (major): French, Lingala, Swahili, and Kingwana (a variant), Kikongo, Tshiluba. *Literacy* (1980, adult)—55%. **Health:** *Infant mortality rate*—106/1,000. *Life expectancy*—50 yrs.

Geography

Area: 2.35 million sq. km. (905,063 sq. mi.); about the size of the US east of the Mississippi. **Cities:** *Capital*—Kinshasa (pop. about 3 million). *Regional capitals*—Kananga, Lubumbashi, Mbuji-Mayi, Bukavu, Mbandaka, Kisangani, Bandundu, Matadi. **Terrain:** Varies from tropical rain forests to mountainous terraces, plateaus, savannas, dense grasslands, and mountains. **Climate:** Equatorial; hot and humid in much of the north and west, cooler and drier in the south central area and the east.

Government

Type: Republic with strong presidential authority, one party. **Independence:** June 30, 1960. **Constitution:** June 24, 1967 (amended 1974, revised 1978).

Branches: The Popular Movement of the Revolution (MPR) is the sole legal political institution; its component organs include the Office of the Party President, a Central Committee, the Political Bureau (the Executive Committee of the Central Committee), the Party Congress (meeting every 5 years), the Executive Council (Council of Ministers), the unicameral Legislative Council, and the Judicial Council. The president of the party is automatically president of Zaire.

Suffrage: Compulsory over 18.

Administrative subdivisions: Nine regions.

Flag: A hand holding a torch within a yellow circle against a green background.

Economy

GDP (1983, current prices at the official exchange rate): $4.7 billion. **Annual growth rate** (1984, constant 1970 prices): 2.5%. **Per capita GDP** (current 1983): $146.

Natural resources: Copper, petroleum, cobalt, industrial and gem diamonds, gold, zinc, manganese, tin, columbium-tantalum, rare earth metals, coal, wolfamite, uranium, cadmium, silver, 13% of world's hydroelectric potential.

Agriculture: *Products*—coffee, palm oil, palm kernel oil, palm kernel cake, quinquina, rubber, tea, cotton, cocoa (cash crops); manioc, bananas, plantains, corn, rice, legumes, ground nuts, vegetables, fruits, sugar (food crops). *Land*—50% arable; 2% cultivated or pasture.

Industry: *Types*—processed and unprocessed minerals; consumer products, including textiles, footwear, and cigarettes; processed foods and beverages; cement.

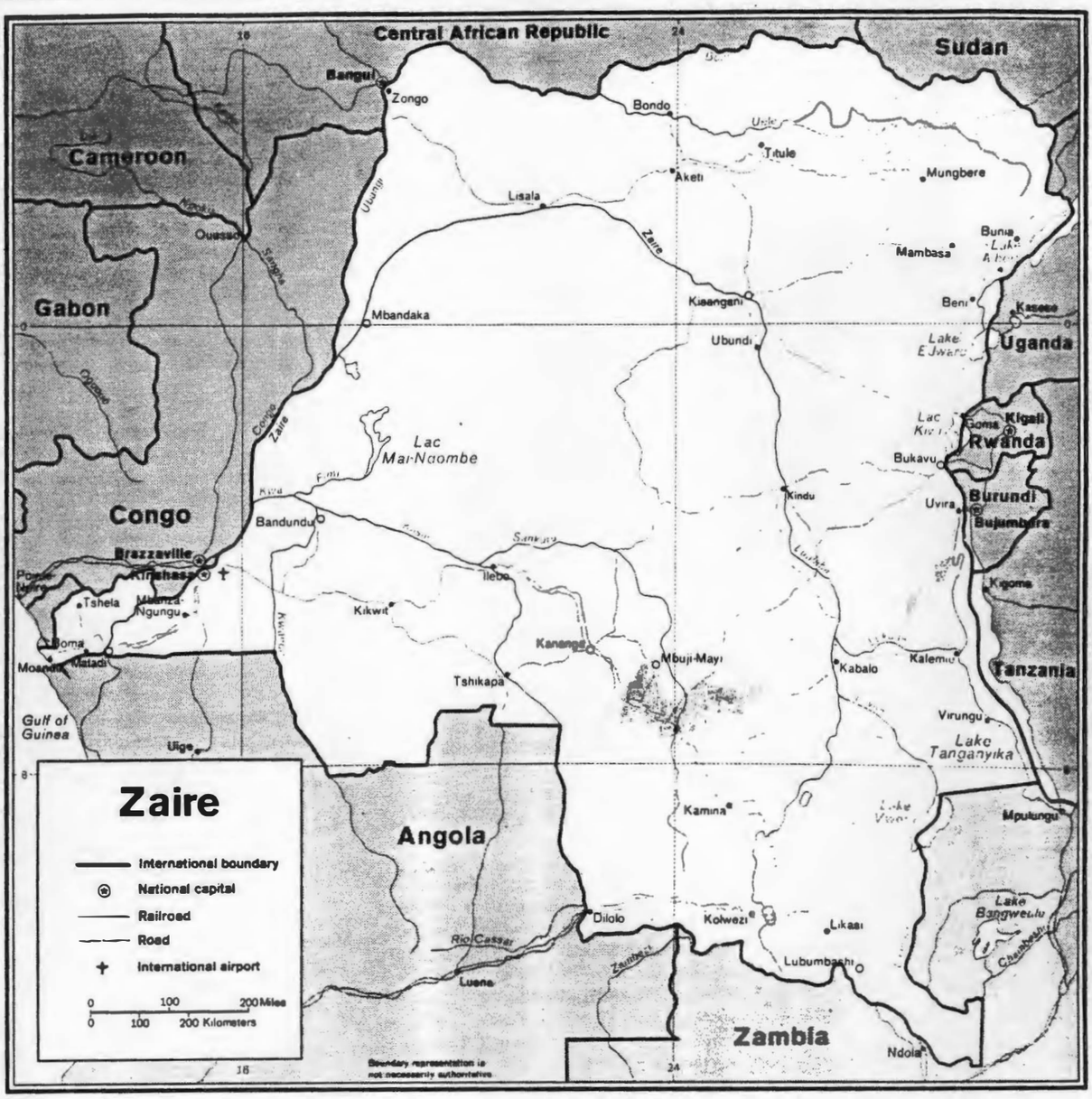
Trade: *Exports*—$1.62 billion (1983 f.o.b.): copper 50%, petroleum, diamonds, coffee, cobalt, gold, wood. *Partners*—Belgium and Luxembourg 36% (1982), US, France, FRG. *Imports*—$1.38 billion (1982 c.i.f.): petroleum products, food, textiles, heavy equipment. *Partners*—Belgium and Luxembourg 29% (1980), France, FRG, US.

Official exchange rate (Aug. 1985): Floating, 52 zaires = US$1.

Economic aid received (commitments): *Total all countries* (1983)—$429 million. *US aid* (FY 1985)—$64 million, of which $8.4 million was military assistance.

Membership in International Organizations

UN and most of its specialized and related agencies, Organization of African Unity (OAU) (participation suspended as of mid-1985) and affiliated specialized agencies, Intergovernmental Council of Copper Exporting Countries (CIPEC), African Development Bank (AFDB), International Coffee Organization (ICO), International Tin Council (ITC), Great Lakes States Economic Community (CEPGL), INTELSAT, Non-Aligned Movement, Group of 77.



GEOGRAPHY

The Republic of Zaire (pronounced zy-EAR), formerly the Democratic Republic of the Congo, includes the greater part of the Zaire (formerly Congo) River basin, which covers an area of almost 1 million square kilometers. The country's only outlet to the Atlantic Ocean is a narrow strip of land on the north bank of the Zaire River.

The vast, low-lying central area is a basin-shaped plateau sloping toward the west and covered by tropical rain forest. This area is surrounded by mountainous terraces in the west, plateaus merging into savannas in the south and southwest, and dense grasslands extending beyond the Zaire River in the north. High mountains are found in the extreme eastern region.

Zaire lies on the Equator, with one-third of the country to the north and two-thirds to the south. The climate is hot and humid in the river basin and cool and dry in the southern highlands. South of the Equator, the rainy season lasts October-May; north of the Equator, April-November. Along the Equator, rainfall is fairly regular throughout the year. During the wet season, thunderstorms often are violent but seldom last more than a few hours. The average rainfall for the entire country is about 107 centimeters (42 in.).

PEOPLE

The population was estimated at 30.7 million in 1983. About 1,500 U.S. citizens reside in Zaire.

As many as 250 ethnic groups have been distinguished and named. The general term "tribe" is difficult to define, because ethnic groupings may be based on various and shifting constellations of shared language and culture, traditions of common ancestry, and more transient political factors. Although relations among the many groups have stabilized since national political order was established in the mid-1960s, clan, tribal, and regional identities are important in all aspects of national life. Precise statistics do not exist, but it is unlikely that any group exceeds 10% of the total. The largest group, the Kongo, may include as many as 2.5 million persons. Other socially and numerically important groups are the Luba, Lunda, Bashi, and Mongo. Some groups, including the aboriginal Pygmies, occupy isolated ecological niches and number only a few thousand.

The Belgians introduced French, spoken countrywide by the educated. About 700 local languages and dialects are also spoken; four serve as official languages.

- Lingala developed along the Congo River in the 1880s in response to the need for a common commercial language. The Belgians made it the official language of the colonial armed forces. It was given written form and is now used extensively along the Zaire River from Kinshasa to Kisangani and in the north and northwest. It serves as the common language of the Zairian National Army, and its use as a national lingua franca is growing.
- Swahili, introduced into the country by Arabs and especially the Zanzibari Swahilis during 19th century slaving operations, is spoken extensively in the eastern half of the country. In southern Shaba, a mutually intelligible variant called Kingwana is prevalent.
- Kikongo is used primarily between Kinshasa and the Atlantic Ocean as well as in parts of Congo and Angola. A modified form is used as a lingua franca in southern Bandundu. Most languages of western Zaire belong to the Kikongo language group.
- Tshiluba is spoken primarily by the tribal groups of south-central Zaire.

About 80% of the Zairian population is Christian, predominantly Roman Catholic. Most of the non-Christians adhere to either traditional religions or syncretic sects. Traditional religions embody such concepts as monotheism, animism, vitalism, spirit and ancestor worship, witchcraft, and sorcery and vary widely among ethnic groups; none is formalized. The syncretic sects—mixtures of Christianity and traditional beliefs and rituals—often use Christian sources. Their prophets promised to lead people to a new way of life and have developed the concept of a black Christ. The most popular of these sects, the Kimbanguist, was seen as a threat to the colonial regime and was banned by the Belgians. Kimbanguism, officially the "Church of Christ on Earth by the Prophet Simon Kimbangu," now has about 3 million members, primarily among the Kongo of Bas Zaire and Kinshasa. In 1969 it became the first independent African church to be admitted to the World Council of Churches.

Before independence, education was largely in the hands of religious groups. The primary school system was well developed at independence, but the secondary school system was limited, and higher education was almost nonexistent. The principal objective of this system was to train low-level administrators and clerks. In 1980, about 80% of the males and 55% of the females, ages 6–11, were enrolled in a mixture of state- and church-run primary schools. In the 12–17 age group, there are about twice as many male students as female students. An estimated 30,000 university students attend the national university and several technical and teacher-training institutes. The literacy rate among adult Zairians is 55%.

HISTORY

Zaire is believed to have been populated as early as 10,000 years ago. An influx of peoples occurred in the seventh and eighth centuries A.D., when Bantus from present-day Nigeria settled in Zaire, bringing with them knowledge of the manufacture and use of metals.

In 1482, the Portuguese navigator Diego Cao arrived at the mouth of the Congo River. Early seafarers did not penetrate far inland but stayed near the mouth of the river, where they found an organized society—the Bakongo Kingdom, which included parts of present-day Congo, Zaire, and Angola. The Portuguese named the area Congo (the name of Zaire until 1971) after this kingdom. The name Zaire comes from the Kikongo word *nzadi*, meaning "river," and dates from the era of Portuguese exploration.

The area remained practically unknown to most Europeans until Henry Morton Stanley, a British-born journalist for the *New York Herald*, journeyed from East Africa across the continent to the mouth of the Congo River in 1874–1877. Subsequently, Stanley explored the area on behalf of Belgian King Leopold II, who quickly realized its potential value. At the Berlin Conference of 1885, King Leopold's claim to the greater part of the Zaire River basin was recognized. The Congo Free State, as the country was called, remained his personal possession until he ceded it to the Belgian State in 1907, when it was renamed the Belgian Congo.

Although Kimbanguism, Kitawala, and other syncretic religious sects were early manifestations of opposition to colonial dominance, the push for independence did not gain significant momentum until the 1950s. In a 1958 speech at Brazzaville, Gen. Charles de Gaulle gave French African colonies a choice between complete and partial independence. After that, the Belgians could no longer suppress Congolese independence movements.

Following riots in Leopoldville in 1959, Belgian King Baudouin announced that the colony could look forward to independence "without undue delay." Roundtable conferences were convened at Brussels in January 1960, and Belgium granted independence on June 30, 1960.

Parliamentary elections were held in April 1960. The Congolese National Movement (MNC) obtained a majority of the seats, and Patrice Lumumba was named prime minister. After much maneuvering, the leader of the Alliance of the Bakongo (ABAKO) Party, Joseph Kasavubu, was named president.

Independence

Peaceful independence lasted only 1 week. On July 5, the army mutinied and political authority broke down. Belgian troops intervened on July 10 to protect Belgian nationals. On July 11, Moise Tshombe, Governor of Katanga (now Shaba), declared his province an independent country, and the central

Travel Notes

Climate and clothing: Clothing suitable for hot, humid weather is appropriate in Zaire. Sweaters are advisable in Bukavu and Lubumbashi, where evenings are cool. Rainwear is essential, but not overcoats.

Health: Malaria is prevalent and malarial suppressants should be taken. Tapwater is not potable. Check most recent health information; see *Health Hints for the Tropics*, published by the American Society of Tropical Medicine and Hygiene.

Telecommunications: International telegraph and telephone services are unreliable throughout the country. Kinshasa is 6 hours ahead of eastern standard time.

Transportation: Regular connections can be made to Brussels, Paris, Nice, Lisbon, Geneva, Zurich, Nairobi, Libreville, Abidjan, Johannesburg, Douala, and Dakar.

Local transportation facilities are crowded. Taxis are usually available in Kinshasa; rates vary, and the fare should be established before entering. Main streets within the cities are usually paved; intercity roads are generally difficult or impassable during the rainy season, except for the Kinshasa-Boma, Kinshasa-Kikwit, and Kolwezi-Lubumbashi paved roads. All automobiles driven in Zaire must be covered by liability insurance with SONAS, the national insurance company. Drivers licenses issued by the AAA in the US can be validated for use in Zaire.

Tourist attractions: Virunga National Park, in eastern Zaire, stretching from the north end of Lake Kivu to Lake Edward, is one of the best game preserves in Africa and is particularly noted for its lions, elephants, hippopotami, and birds. Kahuzi-Biega Park, in the bamboo forests just north of Bukavu, is one of the last refuges of the mountain gorilla. Among the sights of interest in the Kinshasa area are the Presidential Gardens and Zoo; the municipal zoo; the ethnic art museum of the National Academy of Fine Arts; the central market; and Lac de Ma Valee, an artificial lake just outside of Kinshasa. Also of interest is Lafoy Falls, one of the highest in Africa, located in the Shaba region. The largest hotel in Kinshasa is the Intercontinental which accepts only the American Express card. Less expensive are the Estoril and the Memling, which do not accept charge cards.

government requested UN assistance to maintain order and restore the country's territorial integrity. The United Nations sent a peacekeeping force, but when it refused to place this force under the central government's orders, Prime Minister Lumumba requested and received direct Soviet aid.

Lumumba's relations with the United Nations and President Kasavubu deteriorated rapidly. On September 5, 1960, Lumumba was dismissed by Kasavubu. Lumumba rejected this dismissal and in turn dismissed Kasavubu. Col. Joseph Mobutu (now Mobutu Sese Seko) took over the government, expelled Soviet and communist-bloc diplomats and technicians, and eventually imprisoned Lumumba. Lumumba attempted to escape, was apprehended, and died in Katanga under mysterious circumstances in February 1961. His former vice prime minister, Antoine Gizenga, proclaimed himself head of the "legitimate" government and set up a rival administration at Stanleyville (now Kisangani). That same month, Mobutu returned the reins of government to Kasavubu, and four groups—the central government under Kasavubu, Gizenga at Stanleyville, Tshombe at Katanga, and another separatist group in Kasai under Albert Kalonji, a Baluba chieftain—contended for power. The Kalonji and Gizenga groups were reintegrated into the central government by August 2, 1961, and Cyrille Adoula was appointed prime minister. Tshombe, however, continued to hold out in Katanga against central government and UN military forces. UN Secretary General U Thant devised a plan in 1962 to reintegrate Katanga, and Tshombe and the central government finally reached agreement in mid-January 1963. UN troops remained in the country until June 30, 1964.

Shortly after the end of the Katanga secession, rebellion against the central government broke out in the Province of Kwilu. This rebellion, which originated in traditional tribal rivalries, was turned into an antigovernment revolt by Pierre Mulele, an early associate of Lumumba, who had spent several months in the People's Republic of China.

Similar tribal discontent erupted into open rebellion in Kivu Province in April 1964. The rebels were led by followers of Lumumba who had gone to Brazzaville in November 1963 and had set up a Committee of National Liberation dedicated to overthrowing the central government. Through the exploitation of tribal hatreds and unhappiness over the fruits of independence, leftist rebel leaders extended the rebellion over much of the northern and eastern part of the country by June 1964.

In July, former Katangan leader Tshombe was named prime minister of the central government. Rebel fortunes soon waned as central government forces began to recapture rebel-held cities. On November 24, Belgian airborne troops, transported in U.S. Air Force planes, parachuted into Stanleyville and liberated it from the rebels. Central government forces gradually reclaimed control over more rebel-held areas until, by mid-1966, only a few isolated bands of rebel terrorists were still holding out in the bush. However, the rebellion had seriously damaged Zaire's administrative and economic infrastructure. Educated Zairian administrators were often considered as enemies and became targets for rebel action.

Return of Mobutu and Security

President Kasavubu dismissed Prime Minister Tshombe in October 1965 and asked Evariste Kimba to form a government. Brief political infighting and public quarreling followed, ending when Lt. Gen. Mobutu, commander in chief of the national army, seized control of the government on November 24, 1965, and canceled the elections. He declared himself president for 5 years and disclaimed any intention of establishing a military regime.

Challenged in July 1966 by a revolt of the former Katangan gendarmes in the national army, Mobutu defeated the rebels and further strengthened his government's control over the country. A similar challenge from the remaining white mercenaries and former gendarmes broke out in July 1967. After several difficult months, the mercenaries and their Katangan allies withdrew into Rwanda and Angola under presssure from the army.

From November 1967 until early 1977, Zaire enjoyed internal peace and political stability. Only a small mountainous area at the northern end of Lake Tanganyika remained a haven for bandits and former rebels.

The Shaba Invasions

The Katangan ex-gendarmes migrated to Angola in the late 1960s, where they fought first for the Portuguese against the liberation movements and then for the MPLA against the two other liberation movements. The MPLA eventually succeeded in forming the present Angolan Government.

On March 8, 1977, the Katangans, led by Gen. Mbumba, invaded Zaire's Shaba Province from Angola. Meeting little resistance from Zairian security forces, the invaders quickly captured several towns in the southwestern part of the province. They restricted their in-

vasion to the area where they had tribal ties, but the grassroots uprisings they expected in other parts of the country did not materialize. For several weeks the Katangans held the towns of Dilolo, Kpanga, Sandoa, Kisenge, Kasaji, and Mutshatsha.

The introduction in mid-April of a Moroccan expeditionary force, at the invitation of the Zairian Government, dramatically turned the tide in favor of President Mobutu. With Moroccan backing, the government forces launched a counteroffensive that quickly routed the Katangans. The war ended in several weeks.

A year later, on May 13, 1978, the Katangans mounted another invasion of Zaire with the important mining center of Kolwezi as their target. After 6 days of Katangan occupation, French legionnaires, acting in unison with the Zairian Army, retook Kolwezi. Later, Belgian paratroopers were dropped into the area, and evacuation of some 3,000 expatriates began. The U.S. Government supplied logistical support, but no troops, to assist in the operation. As many as 130 foreigners and thousands of Zairians were killed.

The attack on Kolwezi created serious economic difficulties for Zaire at a time when the country could little afford them. The Kolwezi mines, the most important in Zaire, were only slightly damaged, but the flight of foreign managerial and technical personnel slowed mineral production and seriously hindered expansion plans. By 1980, however, production had recovered to preinvasion levels.

Centralization and Personalization of Authority

A key political issue in Zaire following independence was whether the country was to have a federal system of government or a unitary system with a strong central government. From 1960 to 1966, a modified federal system gave a degree of political power to the provincial governments. In 1965, President Mobutu began to reduce provincial power. The 1967 constitution brought provincial administration under direct control of the central government.

Centralization was accompanied by personalization of authority. In November 1970, President Mobutu, who had ruled by decree since his assumption of power in 1965, was elected to a 7-year term of office. He is publicly referred to as the "Guide" and the "Founder-President." November 24, the anniversary of the "Second Republic," as it is now called, is Zaire's principal holiday.

As part of his effort to create a sense of national identity, Mobutu has called upon Zairians to reject foreign models and to draw upon their own heritage in shaping their nation's future. Colonial place names were replaced and, on October 27, 1971, the country's name was changed to the Republic of Zaire. A new flag and a new national anthem were also adopted. Individuals were required to replace their Christian or other foreign names with African ones, and references to ancestors were made a part of all public ceremonies.

On June 20, 1966, several cities with names of European origin were Zairianized. Among these are Kinshasa (Leopoldville), Kisangani (Stanleyville), Lubumbashi (Elisabethville), Mbandaka (Coquilhatville), and Kalemie (Albertville).

GOVERNMENT AND POLITICAL CONDITIONS

Zaire has a highly centralized one-party government. President Mobutu founded the Popular Movement of the Revolution (MPR) in 1967 as his government's political arm. The MPR has been designated successively the country's "first," "supreme," and then—by virtue of the August 1974 constitution—its "only" political institution. Consititutionally, the Executive Council (Council of Ministers), the legislature, and the judiciary have found their places alongside the Party Congress and the Political Bureau as organs of the MPR. In August 1980, the Political Bureau established the MPR Central Committee as the party's principal decisionmaking organ.

By virtue of the 1974 constitutional changes, the president of the MPR is automatically president of Zaire, and is elected for an initial 7-year term, with no limit to the number of subsequent terms. President Mobutu was reelected in 1984. The president is commander in chief of the armed forces and can declare war and conclude treaties without reference to any other body. He can also declare a state of emergency and take such measures "as circumstances warrant" for as long as he may deem necessary.

The MPR Party Congress (which meets every 5 years), the Central Committee, and the Executive and Legislative Councils are subsidiary to President Mobutu. He is empowered to legislate "with the consent of the Legislative Council" and accounts directly to the people by means of an annual policy statement and interim messages. He appoints and recalls state commissioners (members of the Executive Council), Central Committee members, and governors of Zaire's nine regions. Rural and urban council members are elected by the people, as are members of the Legislative Council.

The president gives direction to the MPR. The focal point of the party and the government is the 80-member Central Committee, which meets semiannually. The Central Committee is the conceptualizing and decisionmaking organ of the party, and its 14-member Political Bureau is the decision-implementing organ.

The Central Committee can remove the president for "deviation" from MPR party doctrine. If the president dies, resigns, becomes incapacitated, or is removed from office, the longest-serving member of the Political Bureau serves as interim president. Full-term presidents are chosen by the Central Committee, approved by the Party Congress, and then elected by popular vote.

The unicameral 310-member Legislative Council elaborates the laws of Zaire during two yearly sessions. Laws may be initiated by the president or any member of the Legislative Council. When the Legislative Council is not in session, the president can decree laws unilaterally. The legislature is elected for a 5-year term, most recently in 1982. Candidates seeking to stand for election to the Legislative Council are vetted by local and national party organs. The president of the Legislative Council is appointed from among the elected members by the president of the republic.

The executive departments of the government are administered by state commissioners, who are recommended by the prime minister and appointed by the president. State commissioners are subject to the policy guidance of the Political Bureau.

The predominant Roman Catholic Church and smaller Protestant and Kimbanguist organizations are the only remaining national institutions independent of the party-government structure. Freedom of religion was reaffirmed in the February 1978 revision of the constitution.

Politically, 1978–1985 has been relatively calm for Zaire, and security

has been better than at almost any time since independence. Internally, an improved army with French, Belgian, Chinese, and Israeli advisers has decreased chances of a third Shaba invasion. However, Moba, a town on Lake Tanganyika in Shaba, was attacked in November 1984 and again in June 1985 by small groups of armed dissidents, who reportedly entered from Tanzania. The Zairian Army retook Moba on both occasions with little opposition, inflicting heavy casualties on the attackers and demonstrating an ability to deploy limited numbers of troops over long distances. The Moba raids and several smaller attacks against Zairian Army units in eastern Zaire do not currently amount to a major threat, although these attacks point up the continuing difficulties of the government in maintaining security in the remote eastern regions

President Mobutu issued general amnesties in 1978 and 1983 for political detainees and for those who had fled Zaire during previous wars and rebellions, and he continues to invite critics abroad to return and cooperate with his government. In June 1985, former Prime Minister Nguza Karl-I-Bond returned from several years of exile in Belgium. Similarly, the last of 13 ex-parliamentarians who had been imprisoned in 1982 and banned to their home villages in 1983 for efforts to organize a second political party were released in June 1985.

Principal Government Officials*

President and Commissioner of State for Defense—**Mobutu** Sese Seko
First Commissioner of State (Prime Minister)—**Kengo** wa Dondo
Commissioner of State for Foreign Affairs—**Mokolo** wa Mpombo

Ambassador to the United States—**Kasongo** Mutuale
Ambassador to the United Nations—**Bagbeni** Adeito Nzengeya

Zaire maintains an embassy in the United States at 1800 New Hampshire Avenue NW., Washington, D.C. 20008 (tel. 202-234-7690).

ECONOMY

At independence, Zaire had one of the most highly developed and diversified economies in sub-Saharan Africa.

Agriculture has long been the base of Zaire's economy, although mining generates much greater revenues. About 70% of the population is rural, cultivating the land by traditional methods. These farmers, usually working small plots, produce staples for local consumption. Small farmers also produce cotton for the local textile industry, as well as coffee and cocoa. Sugar and most export crops—coffee, oil palm products, rubber, cocoa, tea, and quinquina—are produced by plantations.

Zaire's extractive industries have provided the main impetus for economic development. Rich mineral deposits in the southern Shaba region are an important source of copper—Zaire's principal export. This area is also the main source of the world's cobalt. Petroleum exports from Zaire's small offshore fields, which are exploited by an American-Japanese consortium (Gulf, Unocal, and Teikoku), have become the country's second largest source of foreign exchange. Industrial diamonds mined in the Kasais account for about 40% of the noncommunist world's total production. Tin, columbium-tantalum, and several rare metals are mined in other regions.

Zaire's potential for hydroelectric power production exceeds 100,000 megawatts (MW), about 13% of the world's total. The second stage of the Inga hydroelectric plant in the Bas Zaire region was completed in 1981, and the Inga complex now has a production capacity of more than 2,300 MW. A powerline to carry Inga electricity to the copperbelt in Shaba was inaugurated in 1983.

Compared to most sub-Saharan African countries, Zaire has a substantial manufacturing base. Industry is concentrated in Kinshasa and Lubumbashi. Lack of adequate transportation facilities, however, inhibits distribution of products to other parts of the country. Production is concentrated mostly in the consumer sector, particularly in processed food and clothing.

During the 1960–1967 period of serious security problems, Zaire suffered severe economic and financial dislocation, disrupted transportation facilities and trade services, a breakdown in civil administration, and a decline in export earnings.

In 1967, the government initiated a successful program of monetary and economic reform in cooperation with the International Monetary Fund (IMF). Within 2 years, this program, combined with the return of political tranquillity and increased world copper prices, succeeded in substantially increasing exports, stabilizing the currency, and raising foreign exchange reserves.

Beginning in late 1973, new stresses appeared in the economy. Large budget deficits, financed by borrowing from the central bank, weakened the currency. The cost of living rose rapidly while new foreign borrowing raised Zaire's public direct and guaranteed external debt from $763 million at the end of 1972 to $3 billion by 1974. Increased petroleum costs and closure of the Benguela Railroad through Angola—the shortest route for copper exports—further aggravated Zaire's plight. In 1975, Zaire fell behind in its repayment of foreign debts.

Private foreign investment also was hampered during this period. To stimulate foreign investment, Zaire had established a new investment code in 1969 that provided a tax holiday and other benefits to new investors. Direct foreign investment from 1970 through 1974 was between $50 and $100 million annually. In November 1973, President Mobutu announced measures to place all business in the hands of Zairians, and in 1974, a number of large firms were nationalized (Zairianized). Commerce was disrupted, particularly in rural areas, and many skilled foreigners left, posing a management problem. U.S. businesses covered by investment conventions were exempted from expropriation. In September 1976, President Mobutu issued a retrocession decree, which returned 60% of the shares of nationalized private firms to their original owners. However, many businesses by then were in poor financial and operating condition and were closed.

During the 1970s, Zaire, like other third-world countries which rely on revenue from commodity exports, was hit hard by the worldwide decline in prices for copper and its other main exports. Zaire had borrowed from Western governments and banks based on predictions of continued high prices for copper, and the unexpected revenue shortfall, along with poorly planned and grandiose projects, left Zaire in a very poor debt position. This period marked the beginning of an economic decline from which Zaire is only recently beginning to emerge. After several efforts to institute an IMF program in the late 1970s and early 1980s failed, President Mobutu moved again in late 1982 to put Zaire's economy in order and to cooperate with the IMF. A follow-on $162 million IMF program was approved in April 1985.

The stabilization measures have shown results. Inflation is down, and

* UPDATE NOTE: **Leadership changes may have occurred here since the date of this entry. Check the directory of officials beginning on page 1 for most recent information.**

foreign exchange is more readily available to importers. With the removal of price controls, agricultural production is up in many areas. Industrial production has increased in Kinshasa and shows promising signs of increasing in the provinces. Government corruption has declined in recent years, and is not the serious problem it was 10 years ago. Economic stabilization measures have arrested the decline in GNP, and, in fact, are projected by the IMF to lead to a modest per capita GNP increase, the first in a decade. However, a significant improvement in living standards is not likely in the short term.

Formidable obstacles to recovery remain. Priced in dollars, copper (which accounts for half of Zaire's exports) is selling in mid-1985 almost as low as at anytime since the depression when adjusted for inflation. The outlook for a major increase in copper prices is poor because of increased substitution of other products. Even after rescheduling, service on Zaire's $4.4 billion debt consumes about 60% of the budget (including payments to the IMF and the World Bank), leaving inadequate funds for salaries, education and health care, and almost no money for investment. The transportation system is badly in need of overhaul. In sum, although Zaire has made great strides in restructuring its economy and in putting greater emphasis on private enterprise and market forces rather than government regulation, the economic outlook remains uncertain.

FOREIGN RELATIONS

Since President Mobutu's assumption of power, Zaire has played a significant role in African and East-West politics. It has been a consistent voice of reason in the councils of the Organization of African Unity, the Non-Aligned Movement, and the United Nations and has strongly encouraged efforts to find peaceful solutions to international disputes, including support for the Camp David accords. Though not a front-line state, Zaire has supported Western and African efforts to find a peaceful solution in Namibia.

Roughly 300,000 refugees remain from the 700,000 who have fled to Zaire, creating one of the largest refugee populations in the world. Government authorities continue to cooperate with the Office of the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) in facilitating arrivals from troubled Uganda and Angola.

Internationally, Zaire pursues a policy of nonalignment between East and West, and plays an important moderating role in international and regional forums. Zaire condemned the Soviet invasion of Afghanistan, supported the UN General Assembly resolution calling for immediate Soviet withdrawal, and was the first African state to announce that it would not participate in the 1980 Olympic Games in Moscow. In May 1982, Zaire reestablished relations with Israel.

During the 1977 and 1978 Shaba invasions, Zaire received materiel and diplomatic support from several European and Arab nations. Moroccan, Ivorian, Togolese, and Senegalese troops formed an Inter-African Force, which kept the peace in Shaba for almost a year following the second Shaba war. Since then, Zaire's relations with its neighbors and particularly Angola, Zambia, and Congo have improved greatly. President Mobutu has worked hard and effectively to secure his frontiers through reconciliation and establishment of normal diplomatic relations. The 1979 mutual nonaggression pact signed by the presidents of Zaire, Angola, and Zambia, coupled with their efforts to increase trade and economic cooperation, is an important milestone for Zaire and the region.

President Mobutu sent Zairian troops to Chad in July 1983 to help President Habre counter a rebel invasion supported by Libya. They were withdrawn in the fall of 1984 in the wake of the Franco-Libyan accord under which foreign troops were to leave Chad, but which Libya did not respect. As a former colony, Zaire's relations with Belgium remain important to both countries. Belgium is Zaire's principal trading partner and source of technical assistance.

U.S.-ZAIRIAN RELATIONS

Relations between Zaire and the United States have been excellent since Zaire's independence. The two countries share an interest in promoting economic growth and peaceful political development in central Africa. Zaire has given steady support to U.S. policies and goals in Africa. The United States has sought to assist Zaire in its efforts to build a nation and achieve economic and social progress. Zaire's stability is important to a region that has become a major focus of U.S. and Western attention and efforts in the past few years. Furthermore, as one of the larger markets in Africa south of the Sahara, Zaire is commercially important to the United States. (The United States exported $82 million worth of products to Zaire in 1984.)

U.S. bilateral economic and military assistance (both loans and grants) to Zaire from independence through FY 1985 was $1.03 billion. In FY 1985, the United States Government loaned Zaire $20 million to purchase wheat and cotton under Title I of PL-480 (Food for Peace). In addition, the United States provided $8.4 million in military and $35.6 million in economic assistance, all grant.

Further Information

These titles are provided as a general indication of material published on this country. The Department of State does not endorse unofficial publications.

Callaghy, Thomas. *The State Society Struggle: Zaire in Comparative Perspective.* New York: Columbia University Press, 1984.

Conrad, Joseph. *Heart of Darkness.*

Forbath, Peter. *The River Congo.* New York: Harper, 1977 (out of print).

Kalb, Madeleine G. *The Congo Cables.* New York: Macmillan Publishing Co., 1982.

Mahoney, Richard D. *JFK: Ordeal in Africa.* New York: Oxford University Press, 1983.

Naipaul, V.S. *A Bend in the River.* New York: Alfred A. Knopf, 1979.

Schatzberg, Michael G. *Politics and Class in Zaire.* New York: Holmes and Meir, 1979.

Young, Crawford. *Politics in the Congo: Decolonization and Independence.* Princeton: Princeton University Press, 1965.

Young, Crawford and Turner, Thomas. *The Rise and Decline of the Zairian State.* Madison: University of Wisconsin Press, 1985.

Available from the Superintendent of Documents, U.S. Government Printing Office, Washington, D.C. 20402:

American University. *Zaire, A Country Study.* 1979.

U.S. Department of State. *Zaire Post Report.* July 1983.

For information on economic trends, commercial development, production, trade regulations, and tariff rates, contact the International Trade Administration, US Department of Commerce, Washington, D.C. 20230.

U.S. private investment totals about $200 million and is concentrated in petroleum and manufacturing. Repatriation of profits from business operations in Zaire was resumed in 1984 after not having been possible for a decade due to the country's chronic foreign exchange shortage. The investment code was revised in 1979, and was under revision again in 1985. In 1984, the U.S.-Zaire Bilateral Investment Treaty was signed providing protection to American investors.

Current U.S. AID [Agency for International Development] development programs are concentrated in the fields of agriculture, health, population, nutrition, and human resources development. About 240 Peace Corps volunteers in Zaire work principally in education, public health, agriculture, and fisheries. About $700 million in direct loans and guarantees have been made available by the Export-Import Bank in support of U.S. exports to Zaire, principally for the Inga-Shaba high-tension power transmission project.

Vice President George Bush made an official visit to Zaire in 1982. In August 1983, President Mobutu made an official visit to the United States, during which he met with President Reagan, Vice President Bush, Secretary of State George Shultz, and other ranking members of the Administration.

Principal U.S. Officials*

Ambassador—Brandon H. Grove
Deputy Chief of Mission—Daniel Simpson
Director, AID Mission—Richard L. Podol
Public Affairs Officer (USIS)—Arthur S. Giuliano
Director, Peace Corps—Richard Wall
Defense Attache—Col. Paul Wenzel
Chief of Military Assistance Mission (ZAMISH)—Col. Russell Sanders
Principal Officer, Lubumbashi—Karl Danga

The U.S. Embassy is located at 310 Avenue des Aviateurs, Kinshasa (tel. 25881-25886; telex 21405 US EMB ZR); the mailing address is Boite Postale 697, Kinshasa I, or APO New York 09662. ■

* UPDATE NOTE: **Some personnel listed above may have been shifted since the date of this entry. Check personnel listings under the heading,** U.S. Embassies, Consulates, and Foreign Service Posts. **See** CONTENTS **for page number.**

ZAIRE

Son Excellence
* Maréchal MOBUTU SESE SEKO (KUKU NGBENDU WA ZA BANGA)
Madame la Présidente
Président Fondateur du Mouvement populaire de la Révolution
Président de la République du Zaïre
12 March 1981
Commissaire d'Etat à la Défence Nationale, à la Sécurité du Territoire et aux Anciens Combattants

Mont Ngaliema
Kinshasa
Zaire

* (When writing, omit names in brackets)

ZAMBIA

His Excellency
Dr. Kenneth D. KAUNDA
Mrs. Kaunda

President of the Republic of Zambia

October 1964

State House
Lusaka
Zambia

ZIMBABWE

His Excellency
Cde. Robert G. MUGABE
Mrs. Mugabe

President of the Republic of Zimbabwe
31 December 1987

P.O. Box 368
Harare
Zimbabwe

INTER·CONTINENTAL
KINSHASA

BARON BRIARE
Appellation Tourraine Contrôlée

BEAUJOLAIS BIGNERON 1985
Appellation Beaujolais Contrôlée

Dîner offert par le Premier
Commissaire d'Etat à l'occasion
de la visite de Mr PEREZ DE CUELLAR,
Secrétaire Général des Nations Unies.

Mardi, le 16 février 1988.

Mêlée d'Oeufs de Poule au Caviar

***

Braisé de Queues de Langoustes
en Arlequin

***

Tournedos poêlé aux Cèpes
Aromatisé au Porto
Miniature de Légumes

***

Ananas Surprise

***

Café - Petits Fours

Brazzaville

M9193

TX-LN3 2157 EST 02/01/88
ZCZC MIR0824
SS FIH NYK
.NEWYORK (UNNY) 02 0049Z
3786-02

ZAIRE

ATTENTION DOSS FROM ISSA DIALLO, SPECIAL ASSISTANT TO THE SECRETARY-GENERAL. THANK YOU FOR YOU CABLE OUTLINING PROVISIONAL PROGRAM FOR SECGEN VISIT. RE. ARRIVAL WOULD APPRECIATE IF YOU COULD DISCUSS WITH GOVERNMENT POSSIBILITY USING FERRY--BOAT BRAZZAVILLE-KINSHASA. I AM ATTACHING AS REQUESTED SECGEN CV IN FRENCH. IN RETURN, WE WOULD APPRECIATE RECEIVING INDICATION CONCERNING PERSONALITIES INVITED AT DINNER YOU WILL HOST ON 17 FEBRUARY. RE. PROGRAM FOR MRS. PEREZ DE CUELLAR, WE WOULD SUGGEST, IN ADDITION TO CALL ON FIRST LADY, VISIT SOCIAL SERVICES. WOULD BE GRATEFUL IF YOU COULD ARRANGE VISIT TO MUSEE NATIONAL AND MARCHE DES ARTS FOR WHOLE PARTY. LOOKING FORWARD YOUR TELEX RE. ACCOMMODATION. IN VIEW DIFFICULTY REACHING YOU BY PHONE, WOULD APPRECIATE YOUR CALL AT EARLY CONVENIENCE TO DISCUSS ABOVE.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

JAVIER PEREZ DE CUELLAR, SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

JAVIER PEREZ DE CUELLAR A PRIS SES FONCTIONS DE SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANIZATION DES NATIONS UNIES LE LER JANVIER 1982 ET A ETE ELU LE 10 OCTOBRE 1986 POUR UN DEUXIEME MANDAT QUI A PRIS EFFET LE LER JANVIER 1987.

M. PEREZ DE CUELLAR EST NE A LIMA (PEROU) LE 19 JANVIER 1920. IL EST AVOCAT ET DIPLOMATE DE CARRIERE, ACTUELLEMENT A LA RETRAITE.

ENTRE AU MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES DU PEROU EN 1940, ET DANS LE SERVICE DIPLOMATIQUE EN 1944, IL A EXERCE LES FONCTIONS DE SECRETAIRE D'AMBASSADE AUX AMBASSADES PERUVIENNES EN FRANCE, AU ROYAUME-UNI, EN BOLIVIE ET AU BRESIL, ET CELLES DE CONSEILLER ET DE MINISTRE CONSEILLER A CE DERNIER POSTE.

RENTRE A LIMA EN 1961, IL A ETE PROMU AMBASSADEUR L'ANNEE SUIVANTE ET A REMPLI SUCCESSIVEMENT LES FONCTIONS DE DIRECTEUR DU DEPARTEMENT JURIDIQUE, DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION, DIRECTEUR DU PROTOCOLE ET DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES. EN 1966, IL A ETE NOMME SECRETAIRE GENERAL (VICE-MINISTRE) DES RELATIONS EXTERIEURES. EN 1981, IL A REMPLI LES FONCTIONS DE CONSEILLER JURIDIQUE AU MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES.

M. PEREZ DE CUELLAR A ETE AMBASSADEUR DU PEROU EN SUISSE, EN UNION SOVIETIQUE, EN POLOGNE ET AU VENEZUELA.

MEMBRE DE LA DELEGATION PERUVIENNE A LA PREMIERE SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE, EN 1946, ET DES DELEGATIONS PERUVIENNES A L'ASSEMBELEE GENERALE DEPUIS LA VINGT-CINQUIEME JUSQU'A LA TRENTIEME SESSION, IL A ETE NOMME EN 1971 REPRESENTANT PERMANENT DU PEROU AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, ET IL A ETE LE CHEF DES DELEGATIONS PERUVIENNES A TOUTES LES SESSIONS DE L'ASSEMBLEE JUSQU' EN 1975.

EN 1973 ET 1974, IL A REPRESENTE SON PAYS AU CONSEIL DE SECURITE, DONT IL ETAIT PRESIDENT LORS DES EVENEMENTS DE CHYPRE, EN JUILLET 1974. LE 18 SEPTEMBRE 1975, IL A ETE NOMME REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL A CHYPRE, POSTE QU'IL A OCCUPE JUSQU'EN DECEMBRE 1977.

LE 27 FEVRIER 1979, IL A ETE NOMME SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES AUX AFFAIRES POLITIQUES SPECIALES. A PARTIR D'AVRIL 1981, ET ALORS QU'IL OCCUPAIT LE POSTE SUSMENTIONNE, IL A REMPLI LES FONCTIONS DE REPRESENTANT PERSONNEL DU SECRETAIRE GENERAL POUR TRAITER DE LA SITUATION EN AFGHANISTAN. IL S'EST RENDU EN CETTE QUALITE AU PAKISTAN ET EN AFGHANISTAN AUX MOIS D'AVRIL ET

D'AOUT DE CETTE MEME ANNEE, AFIN DE POURSUIVRE LES CONSULTATIONS QUE LE SECRETAIRE GENERAL AVAIT ENTAMEES PERSONNELLEMENT QUELQUES MOIS AUPARAVANT.

EN MAI 1981, IL A REINTEGRE LE MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES DE SON PAYS, MAIS IL A CONTINUE DE REPRESENTER LE SECRETAIRE GENERAL AU TITRE DE LA SITUATION EN AFGHANISTAN JUSQU'A SON ELECTION, EN DECEMBRE DE CETTE ANNEE, AU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES.

IL A EGALEMENT ETE PROFESSEUR DE DROIT INTERNATIONAL A L'ACADEMIE DIPLOMATIQUE ET PROFESSEUR DE RELATIONS INTERNATIONALES A L'ECOLE SUPERIEURE DE GUERRE AERIENNE, TOUTES DEUX AU PEROU. IL EST L'AUTEUR D'UN MANUEL DE DROIT DIPLOMATIQUE (1964).

M. PEREZ DE CUELLAR EST DOCTEUR HONORIS CAUSA DE L'UNIVERSITE DE NICE, DE L'UNIVERSITE JAGELLON DE CRACOVIE, DE L'UNIVERSITE KAROL DE PRAGUE, DE L'UNIVERSITE BRUXELLES, DE L'UNIVERSITE CARLETON D'OTTAWA, DE L'UNIVERSITE DE PARIS (SORBONNE), DE L'UNIVERSITE DU MICHIGAN, DE L'UNIVERSITE D'OSNABRUECK EN REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, DE L'UNIVERSITE DE COIMBRA A COIMBRA, DE L'UNIVERSITE D'ETAT DE MONGOLIE A ULAN BATOR, DE L'UNIVERSITE HUMBOLDT DE BERLIN, ET DE L'UNIVERSITE D'ETAT DE MOSCOU.

EN OCTOBRE 1987, IL A RECU LE PRIX PRINCE D'ASTURIAS POUR LA PROMOTION DE LA COOPERATION IBERO-AMERICAINE.

M. PEREZ DE CUELLAR EST L'EPOUX DE MME MARCELA TEMPLE.

ENDS
COL CKD
POMES 3802 T2002 AME
M9193

NNNN

NNNN
Elapsed time 00:02:44

PRINTED AT 2201 EST 02/01/88

Trip file

FP/pb File: TRIP AFRICA 88 5 CC: SG /
Xref:
b/f : VD/AS/ID/GP/LIN/JPK/BA

3

1/2/88; 2

Pomés EOSG 3802 5031

UNDEVPRO 2/2/88
KINSHASA
REPUBLIC OF ZAIRE

ATTENTION DOSS FROM ISSA DIALLO, SPECIAL ASSISTANT TO THE SECRETARY-GENERAL. THANK YOU FOR YOU CABLE OUTLINING PROVISIONAL PROGRAM FOR SECGEN VISIT. RE. ARRIVAL WOULD APPRECIATE IF YOU COULD DISCUSS WITH GOVERNMENT POSSIBILITY USING FERRY-BOAT BRAZZAVILLE-KINSHASA. I AM ATTACHING AS REQUESTED SECGEN CV IN FRENCH. IN RETURN, WE WOULD APPRECIATE RECEIVING INDICATION CONCERNING PERSONALITIES INVITED AT DINNER YOU WILL HOST ON 17 FEBRUARY. RE. PROGRAM FOR MRS. PEREZ DE CUELLAR, WE WOULD SUGGEST, IN ADDITION TO CALL ON FIRST LADY, VISIT SOCIAL SERVICES. WOULD BE GRATEFUL IF YOU COULD ARRANGE VISIT TO MUSEE NATIONAL AND MARCHE DES ARTS FOR WHOLE PARTY. LOOKING FORWARD YOUR TELEX RE. ACCOMMODATION. IN VIEW DIFFICULTY REACHING YOU BY PHONE, WOULD APPRECIATE YOUR CALL AT EARLY CONVENIENCE TO DISCUSS ABOVE.

NNNN

Issa Diallo, Sp. Assist. to SG

PP/pb File: TRIP AFRICA 88 CC: SG
Xref:
b/f : VD/AS/GP/ID/PR/BA

2/2/88

Pomés EOSG 3802 5032

UNDEVPRO
KINSHASA
REPUBLIQUE DU ZAIRE

ATTENTION DOSS DE DIALLO. SUITE A MON CABLE 3785-02, TIENS A VOUS INFORMER QUE AAA M. ADEBAYO ADEDEJI DEVRA QUITTER LA DELEGATION DU SECRETAIRE GENERAL A BRAZZAVILLE ET NE SE RENDRA DONC PAS A KINSHASA. BBB GOUVERNEMENTS CONCERNES ONT DONNE LEUR ACCORD POUR QUE SECGEN ET DELEGATION SE RENDENT DE BRAZZAVILLE A KINSHASA EN FERRY-BOAT. DEPART BRAZZAVILLE MARDI 16 FEVRIER A 10.00 HEURES ARRIVEE KINSHASA 10.20 HEURES. CCC SECGEN, MME PEREZ DE CUELLAR, PARAT, GIULIANI, FERRY, LETELLIER, LEVTCHENKO ET MOI-MEME QUITTERONT KINSHASA POUR LUANDA PAR AVION PRIVE, LE JEUDI 18 FEVRIER A 10.00 HEURES. DDD RIPERT ET POMES QUITTERONT KINSHASA POUR PARIS LE JEUDI 18 FEVRIER A 21.30 HEURES VOL UTA 786. VOTRE ASSISTANCE POUR LEUR TRANSPORT ET LES FORMALITES D'AEROPORT SERAIT TRES APPRECIEE.

CORDIALEMENT.

NNNN

I. Diallo, Directeur Cabinet SG

28/01/88

Pomés EOSG 3802 5032

UNDEVPRO
KINSHASA
REPUBLIQUE DU ZAIRE

ATTENTION DOSS DE ISSA DIALLO, DIRECTEUR, CABINET DU SECRETAIRE GENERAL. RE. VISITE DU SECRETAIRE GENERAL, VEUILLEZ SVP PRENDRE NOTE CHANGEMENT DANS COMPOSITION DELEGATION ET REMPLACER NOM DE MME. ANGELES VIDAL, SECRETAIRE DU SECRETAIRE GENERAL, PAR CELUI DE MME. FRANCOISE LETELLIER. CORDIALEMENT.

NNNN

Issa Diallo, Directeur, EOSG

Le 28 janvier 1988

Monsieur l'Ambassadeur,

Suite à nos entretiens relatifs à la visite officielle que le Secrétaire général doit prochainement effectuer dans votre pays, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint la liste définitive des membres de la délégation qui accompagneront le Secrétaire général.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Issa Diallo
Directeur de Cabinet

Son Excellence
Monsieur Bagbeni Adeito Nzengeya
Représentant permanent
de la République du Zaïre
auprès de l'Organisation
des Nations Unies
New York

FP/pb File: TRIP WEST AFRICA 88 CC: SG
Xref:
b/f : VD/AS/ID/GP/LIN/JPK/BA

19/01/88

Pouch EOSG 3802 5032

UNDEVPRO
KINSHASA
REPUBLIQUE DU ZAIRE

ATTENTION DOSS DE ISSA DIALLO, DIRECTEUR, CABINET DU SECRETAIRE GENERAL. J'AI LE PLAISIR DE VOUS INFORMER QUE LE SECRETAIRE GENERAL ET MADAME PEREZ DE CUELLAR SE RENDRONT EN REPUBLIQUE DU ZAIRE, A L'INVITATION DU GOUVERNEMENT, DU 16 AU 18 FEVRIER. LE SECRETAIRE GENERAL ARRIVERA A KINSHASA EN PROVENANCE DE BRAZZAVILLE, EN AVION PRIVE, LE MARDI 16 FEVRIER AUX ENVIRONS DE 11.00 HEURES. VOUS TROUVEREZ CI-JOINT LA LISTE DE LA DELEGATION. LE SECRETAIRE GENERAL ET SA DELEGATION QUITTERONT KINSHASA POUR LUANDA, EN AVION PRIVE, LE JEUDI 18 FEVRIER AUX ALENTOURS DE 10.00 HEURES. JE VOUS SERAIS RECONNAISSANT DE BIEN VOULOIR ASSURER LA LIAISON AVEC LES AUTORITES ~~CONGOLAISES~~ ZAIROISES POUR LES ARRANGEMENTS RELATIFS A L'HEBERGEMENT, AU TRANSPORT, AUX FORMALITES DE DOUANE ET A LA SECURITE DU SECRETAIRE GENERAL ET DE SA DELEGATION.

NNNN

Issa Diallo, Directeur, EOSG

19/01/88

Pomés EOSG 3802 5032

JE VOUS SERAIS EGALEMENT RECONNAISSANT SI VOUS POUVIEZ FAIRE INSTALLER DANS LA CHAMBRE DE MME VIDAL UNE MACHINE A ECRIRE ELECTRIQUE IBM, SELECTRIC II OU III.

EN CE QUI CONCERNE LE PROGRAMME DE LA VISITE QUI DOIT ETRE PREPARE EN ETROITE COLLABORATION AVEC LES AUTORITES DU PAYS, N'HESITEZ PAS A ME CONTACTER POUR TOUTE INFORMATION QUI VOUS SERAIT NECESSAIRE. ENFIN, JE VOUS SERAIS RECONNAISSANT DE L'ASSISTANCE QUE VOUS VOUDREZ BIEN NOUS PRETER, DANS LE CADRE DE VOS FONCTIONS DE DIRECTEUR DU CENTRE D'INFORMATION DES NATIONS UNIES POUR LE ZAIRE, POUR LA COUVERTURE DE LA VISITE DU SECRETAIRE GENERAL PAR LA PRESSE LOCALE. A CE SUJET, VEUILLEZ CONTACTER M. FRANCOIS GIULIANI. CORDIALEMENT.

(CABLE OPERATOR: PLEASE SEND THE ATTACHED LIST)

NNNN

Issa Diallo, Directeur, EOSG

ID/JH cc: SG

File: Zaïre
XRef: Trip Africa Fev.88 b/f: VD/AS

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

REFERENCE:

Le 6 janvier 1988

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à la lettre de M. Issa Diallo, en date du 30 décembre 1987, relative à la visite officielle du Secrétaire général au Zaïre, nous avons l'honneur de vous suggérer que cette dernière ait lieu du 16 au 18 février 1988.

Si cette proposition convenait à votre Gouvernement, nous pourrions travailler avec votre Mission sur les détails des préparatifs à une date à votre convenance.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Abdulrahim Abby Farah,
Secrétaire général adjoint
aux questions politiques spéciales

Son Excellence
M. Bagbeni Adeito Nzengeya
Représentant permanent de la République
du Zaïre auprès de l'Organisation
des Nations Unies
New York

File: Zaïre FP/JH cc: SG
XRef: Trip Africa Jan;88

b/f: VD/ID/GP/JPK/BA

Le 19 novembre 1987

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai le plaisir de vous informer que le Secrétaire général se rendra en visite officielle en Afrique centrale du 18 au 28 janvier 1988.

A cette occasion, il se propose d'honorer l'aimable invitation qui lui a été adressée par le Gouvernement de la République du Zaïre.

Si ces dates conviennent à votre Gouvernement, le Secrétaire général aimerait suggérer que sa visite au Zaïre ait lieu du 26 au 28 janvier 1988.

Je vous serais reconnaissant si, après avoir reçu l'agrément de votre Gouvernement, vous pouviez désigner un membre de votre Mission pour que nous coordonnions ensemble les détails de la visite.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Directeur du Cabinet,

Alvaro de Soto

Son Excellence
M. Bagbeni Adeito Nzengeya
Représentant permanent de la République
du Zaïre auprès de l'Organisation
des Nations Unies
New York

CABINET DU COMMISSAIRE D'ETAT
AU
DEPARTEMENT DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE
LA COOPERATION INTERNATIONALE

Kinshasa, le 17 mars 1986

S. E. Monsieur Javier Perez de Cuellar
Secrétaire Général des Nations Unies
New York, N.Y. 10017

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de saisir la présente occasion, au moment où vous vous apprêtez à achever votre premier mandat en qualité de Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, pour vous demander de bien vouloir accepter l'invitation d'effectuer une visite officielle au Zaïre.

En effet, mon pays, qui doit son unité en partie à cause du rôle éminent joué par l'ONU dans ses premières années d'indépendance, tient par cette visite à montrer son attachement aux nobles principes défendus par notre Organisation et à renforcer les liens combien profonds et solides qui l'unissent aux Nations Unies.

En effet, depuis votre prise de fonction en qualité de Secrétaire Général, l'Afrique Centrale n'a pas été honorée d'une visite de Votre Excellence et j'aimerais donc vous voir fouler le sol de cette importante partie de l'Afrique soit avant ou après la Conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine à Addis Abeba ou celle des Pays Non Alignés à Harare qui se tiendront au cours de cette année en Afrique.

Dans l'espoir de recevoir une réponse positive de votre part et d'avoir le plaisir de vous accueillir au Zaïre, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma haute considération.

Le Commissaire d'Etat,

MOKOLO WA NKAMBO

✓ future Min. Zaire
Zaire

ID/JH cc: SG ✓

File: Zaïre
XRef: Inv. Accepted

b/f: VD/EO/AS/CHAO/XEGP/MJS/MIP

Le 21 janvier 1983

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre message par lequel votre Gouvernement me réitère son invitation de visiter le Zaïre lors de l'un de mes prochains voyages en Afrique.

Je tiens à remercier le gouvernement du Zaïre pour cette aimable invitation que j'accepte avec plaisir et que j'envisage d'honorer au début de l'année 1984. J'attache, en effet, une importance particulière à la coopération étroite et fructueuse qui existe entre l'Organisation des Nations Unies et la République du Zaïre.

Je ne manquerai pas de me mettre en temps opportun en contact avec vous en ce qui concerne la date, ainsi que les détails de mon voyage au Zaïre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Javier Pérez de Cuéllar

Son Excellence
M. Kamanda wa Kamanda
Ministre des Affaires étrangères
de la République du Zaïre

Le 21 janvier 1983

Monsieur le Chargé d'affaires,

Le Secrétaire général vous serait reconnaissant de bien vouloir faire transmettre la lettre ci-jointe à Son Excellence M. Kamanda wa Kamanda, Ministre des Affaires étrangères de la République du Zaïre.

Une copie de cette lettre est jointe pour votre information.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, les assurances de ma haute considération.

Le Chef de Cabinet,

Virendra Dayal

M. Nguvila Mbela Kalanda
Chargé d'affaires
Mission permanente de la République
du Zaïre auprès de l'Organisation
des Nations Unies
New York

Future Trip Zaire

MKP/JH cc: SG✓ File: Trip Africa/May 1982
XRef: Zaire

b/f: ME/EdeO/AdeS/MJS

Le 11 mai 1982

Monsieur l'Ambassadeur,

Comme vous le savez, c'est avec vif regret que j'ai dû renoncer à la visite que je me proposais d'effectuer au Zaïre, en raison du conflit qui oppose le Royaume-Uni à l'Argentine à propos des Iles Falkland/Malvinas.

Je suis particulièrement reconnaissant au Commissaire d'état aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale pour l'aimable invitation qu'il m'a adressée au nom du Comité exécutif du Zaïre, ainsi qu'à vous-même pour les dispositions que vous étiez en train de prendre en vue de l'organisation du programme de ma visite. C'est avec un grand intérêt que j'envisageais de prendre personnellement contact pour la première fois avec les dirigeants de votre pays et de procéder avec eux à un échange de vues sur les problèmes d'intérêt commun. J'espère cependant qu'une autre occasion me sera offerte de visiter le Zaïre dans un proche avenir.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Javier Pérez de Cuéllar

Son Excellence
M. Kamanda wa Kamanda
Représentant permanent de la République
du Zaïre auprès de l'Organisation des
Nations Unies
New York

Future Trip Zaire

MKP/os cc: SG ✓ File: Trip Africa May 82
XRef: Zaire

b/f: EdeO/AdeS/Chao/GP/FP/MJS/MIP/AKU

Le 26 avril 1982

Monsieur l'Ambassadeur,

Au nom du Secrétaire général, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 21 avril 1982 lui transmettant le texte du message par lequel le Conseil exécutif de la République du Zaire, par l'entremise du Commissaire d'Etat, aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale, l'invite à visiter le Zaire au cours de son prochain voyage en Afrique.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir transmettre la réponse ci-jointe au Commissaire d'Etat. Une copie de cette communication est jointe pour votre information.

Je voudrais vous confirmer que le Secrétaire général arrivera à Kinshasa le vendredi 14 mai à 19 heures par avion spécial en provenance de Kampala, et que son départ (pour Belgrade) est prévu le dimanche 16 mai. L'avion spécial sera du type Grumman Gulfstream G-2 immatriculé HB-1 E2 et portera, en outre, la marque "UN" comme signalement. Il sera désigné comme vol No. UN-01. Vous trouverez ci-jointe la liste des personnes qui accompagneront le Secrétaire général et celle des membres de l'équipage.

Je vous saurais gré de bien vouloir communiquer ces renseignements aux autorités compétentes du Zaire et leur demander de prendre les dispositions qui pourraient être requises en vue de faciliter la visite du Secrétaire général, notamment en ce qui concerne les formalités à l'arrivée, le transport au sol, la sécurité de l'avion, ainsi que le logement des membres de l'équipage.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

M'Hamed Essaafi
Chef de Cabinet

Son Excellence
M. Kamanda wa Kamanda
Représentant permanent de la République
du Zaire auprès des Nations Unies
New York

MKP/os cc: SG File: Trip Africa May 82
XRef: Zaïre

b/f: EdeO/AdeS/Chao/GP/FP/AKU/MJS/MIP

Le 26 avril 1982

Excellence,

Je vous remercie d'avoir bien voulu m'inviter au nom du Conseil exécutif du Zaïre à visiter votre pays au cours de mon prochain voyage en Afrique.

Il m'est très agréable d'accepter cette aimable invitation et j'apprécie l'occasion qui me sera ainsi offerte de m'entretenir avec les dirigeants zaïrois des problèmes d'intérêt commun.

Mon arrivée à Kinshasa est prévue pour le vendredi 14 mai à 19 heures et mon départ pour le dimanche 16 mai à 8 heures. J'ai demandé à mon Chef de Cabinet de communiquer à votre Représentant permanent auprès des Nations Unies tous les autres détails concernant ma visite.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

Javier Pérez de Cuéllar

Son Excellence
Maître Yoka Mangono
Commissaire d'Etat aux Affaires
étrangères et à la Coopération
internationale de la République
du Zaïre
Kinshasa

S.G.
2/6

RECEIVED
APR 21 1982

MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE DU ZAÏRE
auprès des Nations Unies
866 Second Avenue · New York, N. Y. 10017 · Tel: (212) 754-1966

KwK/el
MPZ/00/116 /82

New York, le 21 avril 1982

S. Exc. M. JAVIER PEREZ DE CUELLAR
Secrétaire Général des Nations Unies
New York, N.Y. 10017

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur et le plaisir de vous transmettre ci-joint le texte d'un message par lequel le Conseil Exécutif de la République du Zaïre, par l'entremise du Commissaire d'Etat aux Affaires Etrangères et à la Coopération Internationale, vous invite à bien vouloir visiter la République du Zaïre, au cours de votre périple en Afrique.

Dans l'attente d'une réponse, que j'espère favorable, je me permets d'ores et déjà de vous souhaiter une chaleureuse bienvenue et un excellent séjour en République du Zaïre.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma haute considération.

REPUBLIQUE DU ZAIRE
JUSTICE PAIX TRAVAIL
MISSION PERMANENTE AUPRES DE L'O. N. U. A NEW YORK

LE REPRESENTANT PERMANENT,

KAMANDA WA KAMANDA
AMBASSADEUR

'' A MONSIEUR JANVIER PEREZ DE CUELLAR
SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS
UNIES A
N E W Y O R K
'' ----------

''

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL,

''

'' LE CONSEIL EXECUTIF DU ZAIRE QUI A APPRIS LA NOUVELLE
''DE VOTRE PROCHAIN PERIPLE AFRICAIN SE REJOUIT DE L'OCCASION QUE
''VOUS VOUS MENAGEZ AINSI POUR PRENDRE CONTACT AVEC LES DIRIGEANTS
''ET LES REALITES DE NOTRE CONTINENT.

'' LA REPUBLIQUE DU ZAIRE, A TOUJOURS APPRECI-
''HAUTEMENT LA CONTRIBUTION QUE LES NATIONS UNIES LUI APPORTENT DANS
''LE CADRE DE SES ACTIVITES ORDINAIRES OU SPECIALES. ELLE SE
''FELICITE DE L'EXCELLENCE DES RELATIONS QUI EXISTENT SI HEUREUSE-
''MENT ENTRE ELLE ET TOUTES LES INSTITUTIONS DE LA FAMILLE DES
''NATIONS UNIES DONT VOUS ETES LE REPRESENTANT ATTITRE.

'' C'EST DONC AVEC LE PLUS GRAND PLAISIR QUE JE VOUS
''ADRESSE, AU NOM DU CONSEIL EXECUTIF, LA PRESENTE INVITATION
''OFFICIELLE A VISITER LA REPUTLIQUE DU ZAIRE LORS DE CE VOYAGE.

'' JE VOUS PROPOSE LA PERIODE DES 14, 15 ET 16 MAI
'' 1982 POUR REALISER CETTE VISITE OFFICIELLE AU ZAIRE.

'' JE SUIS SUR QU'IL VOUS PLAIRA DE CONSIDERER DANS UN
''ESPRIT DE STRICTE AMITIE ET DE SYMPATHIE VIS-A-VIS DE MON PAYS
''CETTE INVITATION QUE LE CONSEIL EXECUTIF VOUS ADRESSE ET QU'IL
''VOUS SERA POSSIBLE DE LUI RESERVER LA SUITE POSITIVE.

'' VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL,
''L'ASSURANCE DE MA TRES HAUTE CONSIDERATION.-

'' LE COMMISSAIRE D'ETAT

'' MAITRE YOKA MANGONO
'' ----------
'' MEMBRE DU COMITE CENTRAL.

REPUBLIQUE DU ZAIRE
JUSTICE PAIX TRAVAIL
MISSION PERMANENTE AUPRES DE L'O. N. U. A NEW YORK

FIN DE CITATION STOP LETTRE PARVIENDRA PAR INTERMEDIAI
TATION NATIONS-UNIES KINSHASA STOP ME TENIR INFORME DE L
STOP SENTIMENTS PATRIOTIQUES ET REVOLUTIONNAIRES STOP

COMETAFFET,
MAITRE YOKA MANGONO
MEMBRE DU COMITE CENTRAL.-

NNNN

ZCZC DAL4186 FIH0367

SS NYK

.KINSHASA (UNDP) 251 26 1303

ETATPRIORITE

UNATIONS.

NEW YORK

105 SECGEN

AAA FOLLOWING LETER HANDED THIS MORNING BY MINFORAFFAIRS QUOTE

A MONSIEUR JANVIER PEREZ DE CUELLAR

SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES

NATIONS UNIES

A NEW YORK.

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERALCMA

PARA 1. LE CONSEIL EXECUTIF DUZAIRE QUI A APPRIS LA NOUVELLE

DE VOTRE PROCHAIN PERIPLE AFRICAIN SE REJOUIT DE L' CCASION

QUE NOUS VOUS MENAGEZ AINSI QUE PRENDRE CONTACT AVEC LES

DIRIGEANTS ET LES REALITES DE NOTRE CONTINENT.

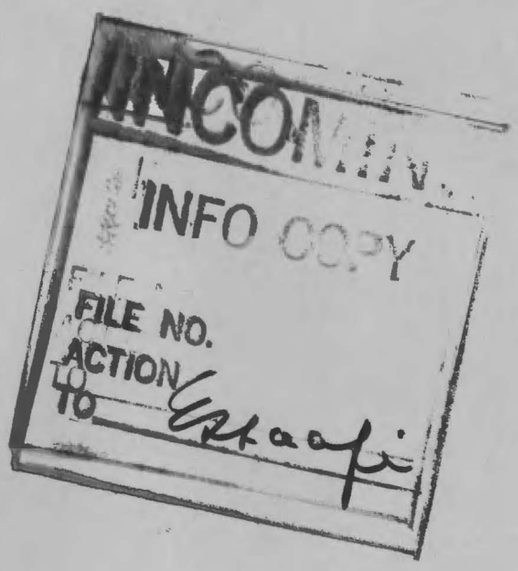
PARA 2. LA REPUBLIQUEDU ZAIRE A TOUJOURS APPRECIE HAUTEMENT

LA CONTRIBUTION QUE LES NATIONS UNIES LUI APPORTENT DANS LE

CADRE DE SES ACTIVITES ORDINAIRES OU SPECIALES. ELLE SE

FELICITE DE L'EXCELLENCE DES RELATIONS QUI EXISTENT SI
HUREUSEMENT ENTRE ELLE ET TOUTES LES INSTITUTIONS DE LA FAMILLE
DES NATIONS UNIES DONT VOUS ETES LE REPRESENTANT ATTITRE.
PARA 3. C'EST DONC AVEC LE PLUS GRAND PLAISIR QUE JE VOUS ADRESSE
CMA AU NOM DU CONSEL EXECUTIF CMA LA PRESENTE INVITATION OFFI-
CIELLE A VISITER LA REPUBLIQUE DU ZAIRE LORS DE CE VOYAGE.
PARA 4. JE SUIS SUR QU'IL VOUS PLAIRA DE CONSIDERER DANS UN
ESPRIT DE STRICTE AMITIE ET SYMPATHIE VIS - A A VIS DE MON PAYS
CMA CETTE INVITATION QUE LE CONSEIL EXECUTIF VOUS ADRESSE ET QU'IL
VOUS SERA POSSIBLE DE LUI RESERVER LA SUITE POSITIVE.
PARA 5. VEUILLEZ AGREER CMA MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL CMA
L'ASSURANE DE MA TRES HAUTE CONSIDERATION.
LE COMMISSAIRE D'ETAT
MAITRE YOKA MANGONO
MEMBRE DU COMITE CENTRAL
UNQUOTE BBB ZAIRIAN GOVERNMENT WISHING SECGEN STAY THREE DAYS.
REGARDS. CCC ORIGINAL LETTER POUCHED TOMORROW (ABBENS)
COL 105 CKD

Trip file Zaire
cc: Zaire



ZCZC DAL4186 FIN0367

SS NYK

.KINSHASA (UNDP) 251 26 1303

ETATPRIORITE

UNATIONS

NEW YORK

IOS SECGEN

AAA FOLLOWING LETER HANDED THIS MORNING BY MINFORAFFAIRS QUOTE

A MONSIEUR JANVIER PEREZ DE CUELLAR

SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES

NATIONS UNIES

A NEW YORK.

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERALCMA

PARA 1. LE CONSEIL EXECUTIF DUZAIRE QUI A APPRIS LA NOUVELLE

DE VOTRE PROCHAIN PERIPLE AFRICAIN SE REJOUIT DE L' CCASION

QUE NOUS VOUS MENAGEZ AINSI QUE PRENDRE CONTACT AVEC LES

DIRIGEANTS ET LES REALITES DE NOTRE CONTINENT.

PARA 2. LA REPUBLIQUEDU ZAIRE A TOUJOURS APPRECIE HAUTEMENT

LA CONTRIBUTION QUE LES NATIONS UNIES LUI APPORTENT DANS LE

CADRE DE SES ACTIVITES ORDINAIRES OU SPECIALES. ELLE SE
FELICITE DE L'EXCELLENCE DES RELATIONS QUI EXISTENT SI
HEUREUSEMENT ENTRE ELLE ET TOUTES LES INSTITUTIONS DE LA FAMILLE
DES NATIONS UNIES DONT VOUS ETES LE REPRESENTANT ATTITRE.
PARA 3. C'EST DONC AVEC LE PLUS GRAND PLAISIR QUE JE VOUS ADRESSE
CMA AU NOM DU CONSEL EXECUTIF CMA LA PRESENTE INVITATION OFFI-
CIELLE A VISITER LA REPUBLIQUE DU ZAIRE LORS DE CE VOYAGE.
PARA 4. JE SUIS SUR QU'IL VOUS PLAIRA DE CONSIDERER DANS UN
ESPRIT DE STRICTE AMITIE ET SYMPATHIE VIS - A A VIS DE MON PAYS
CMA CETTE INVITATION QUE LE CONSEIL EXECUTIF VOUS ADRESSE ET QU'IL
VOUS SERA POSSIBLE DE LUI RESERVER LA SUITE POSITIVE.
PARA 5. VEUILLEZ AGREER CMA MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL CMA
L'ASSURANE DE MA TRES HAUTE CONSIDERATION.
LE COMMISSAIRE D'ETAT
MAITRE YOKA MASOSO
MEMBRE DU COMITE CENTRAL
UNQUOTE BBB ZAIRIAN GOVERNMENT WISHING SECGEN STAY THREE DAYS.
REGARDS. CCC ORIGINAL LETTER POUCHED TOMORROW (ABBENS)
COL 105 CKD